

Des Dons Manuels

aux

Personnes Morales

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 12 Juillet 1935, à 14 h. 30

PAR

Michelle ROCOLLE

Lauréate de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY:

Président . .	MM. VOIRIN, Professeur
Assesseurs . {	PARISOT, Professeur
	TEITGEN, Agrégé

METZ
IMPRIMERIE LOUIS HELLENBRAND

4, Rue des Trinitaires, 4

1935

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. GÉNY (C *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☉ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, †, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

KRCELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☉ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†, ☉ A), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT (☉ A), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

WATRIN, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit
public.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.*

Des Dons Manuels

aux

Personnes Morales

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 12 Juillet 1935, à 14 h. 30

PAR

Michelle ROCOLLE

Lauréate de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY:

Président . .	MM. VOIRIN, Professeur
Assesseurs . {	PARISOT, Professeur
	TEITGEN, Professeur

METZ
IMPRIMERIE LOUIS HELLENBRAND
4, Rue des Trinitaires, 4

1935



Des dons manuels
aux
personnes morales

INTRODUCTION



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le don manuel, donation mobilière effectuée de la main à la main, a trouvé, dans la dispense de tout formalisme, la raison même de son succès. Rapidité, simplicité : consentement mutuel suivi de tradition, le don manuel offre en outre cet avantage de permettre à la charité de se manifester secrètement. Ainsi s'explique la faveur dont il jouit, et spécialement lorsque le bénéficiaire est une personne morale.

Parler de personne morale, lorsqu'on remonte à l'origine de notre ancien Droit, c'est nommer l'Eglise. Les préceptes évangéliques, en effet, conseillaient l'aumône, le dépouillement du superflu ; et, dès la fin de l'Empire romain, les libéralités aux pauvres, aux captifs... se multiplièrent, par l'entremise des églises et des fondations chrétiennes.

Les églises et les monastères, englobés sous le nom de « venerabiles loci », jouissaient d'une grande liberté, tant pour leur formation (Justinien leur accorda même le droit de se créer sans autorisation législative spéciale. Nov. 67 et 131, cap. 7 et 11) que pour leur capacité d'acquérir à titre gratuit ⁽¹⁾. Cette capacité juridique

(1) TISSIER : *Traité des dons et legs aux établissements publics*, N° 3.

si étendue provenait de la faveur avec laquelle étaient considérées les donations pieuses. Faites dans le secret, suivant les enseignements du Christ, ces libéralités n'étaient autres que des dons en nature ou en argent, remis à un diacre, à un moine... en un mot la charité chrétienne se manifestait par des dons manuels.

Introduit en Gaule, le catholicisme y rencontra un amour de la bienfaisance inné; il l'encouragea et le féconda. Les « Chartae donationis » mentionnent l'existence de dons manuels sous forme d'offrandes mobilières en deniers, même en nature, ainsi que de quêtes. Mais, parfois, dans l'époque troublée des invasions, les donations prirent un caractère intéressé. Elles se présentaient comme un moyen d'obtenir la protection d'une église ou d'un monastère.

A l'époque féodale, l'influence de l'Eglise grandit. C'est grâce aux offrandes des fidèles, tout autant qu'à leur participation gratuite aux gros travaux, que se construisirent les cathédrales. Des aumônes et des restitutions permettent aux coupables d'expier les spoliations et abus de force, très nombreux alors.

De bonne heure s'était introduite l'habitude pour les fidèles d'adresser au clergé des offrandes volontaires. Pour s'assurer une source de revenus, l'Eglise les rendra obligatoires sous forme de dîme.

A partir du XII^e et surtout du XIII^e siècle apparaissent à côté de l'Eglise, et sous le nom générique de « gens de mainmorte », d'autres personnes morales. « Les rapports qu'ont les communautés avec la Religion, avec la police temporelle de la société, ou avec les deux ensemble, les font diviser en trois classes: les com-

« communautés ecclésiastiques, les corps ou compagnies
« laïques, les établissements mixtes » (2). Les pauvres,
pris en nom collectif, constituent un corps doté par les
lois de la capacité de recevoir des libéralités. Sous quelle
impulsion naquirent les gens de mainmorte? « L'intérêt
« de la Religion, les besoins de la société, la manutention
« de l'ordre public, l'organisation du corps politique, en
« un mot, exigeaient l'établissement des corps ecclésiastiques
« laïques » (3). Ainsi apparut, entre autres communautés laïques, cette catégorie de personnes morales
qui, ayant pris naissance dans les corporations, corps de
marchands... du Moyen Age, devait aboutir, après de
nombreuses vicissitudes, aux Syndicats... et surtout aux
Associations admises définitivement par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Quelle était la capacité d'acquérir à titre gratuit des
gens de mainmorte? Leur refuser le droit de recevoir
des libéralités, c'était les empêcher de se grouper et de
subsister. Les dons manuels étaient dans les mœurs; les
coutumes ne les prohibaient donc point. Lorsque parurent les Ordonnances, en vue de l'unification du Droit
dans le royaume, l'existence du don manuel fut tacitement
reconnue. La jurisprudence, elle aussi, atteste la
reconnaissance du don manuel comme mode régulier de
transfert de la propriété. Nous ne citerons qu'un arrêt,
celui du Parlement de Paris de 1607 (4), qui repousse la
demande des héritiers de l'évêque d'Auxerre, revendiquant le collège construit par la ville, grâce aux dons de

(2) RICARD (J.-M.) : *Traité des donations entre vifs*, tome I, section XIII, p. 149.

(3) RICARD (J.-M.) : *Ibidem*.

(4) RICARD, tome I, chap. IV, section II, N° 892.

l'évêque, et prenant pour motif l'absence d'acte instrumentaire de donation. Le Parlement décida que le collègue demeurera à la ville, « suivant l'intention du défunt, « parce qu'il ne s'agissait que de sommes de deniers dont « il s'était dessaisi, à mesure qu'il les avait employés ». C'était admettre la validité du don manuel.

La première limitation à la capacité d'acquérir à titre gratuit des personnes morales date de l'édit d'août 1749. En vue de mettre un frein à l'enrichissement excessif des gens de mainmorte, il soumet à la nécessité d'une lettre d'amortissement leur capacité de recevoir et de posséder. Mais l'édit ne visant que les immeubles et les rentes, respecte par cela même la liberté dont jouira dans tout notre Ancien Droit le don manuel. Comment expliquer une telle franchise, respectée même par l'édit de 1749? Par deux raisons. D'abord par la conception que l'on avait de la propriété mobilière. Dès l'origine de la féodalité, on considéra la propriété foncière comme possédant seule de la valeur, conférant seule à son détenteur un titre et le pouvoir. Les meubles étaient choses viles : pourquoi soumettre à un contrôle les donations dont ils étaient l'objet? L'appauvrissement du donateur, l'enrichissement corrélatif de la personne morale étaient trop insignifiants.

Une raison plus péremptoire s'y adjoignait. « L'autorisation n'était exigée que pour les libéralités immobilières, ceci en raison de l'origine féodale de la formalité, plus encore qu'à cause du peu d'importance de la propriété mobilière à l'époque » ⁽⁵⁾.

(5) MASPÉTIOL et LAROQUE : *La tutelle administrative*, p. 155.

Il faut arriver au Code civil pour trouver une réglementation des dons manuels aux personnes morales. Les articles 910 et 937, assimilant les donations mobilières aux donations immobilières, les soumettent toutes à la nécessité d'une autorisation administrative.

Avant d'entreprendre l'étude de la question ainsi posée, il convient de déterminer brièvement ce que nous entendons à l'heure actuelle par le terme « Personnes Morales ». Sans entrer dans les nombreuses discussions suscitées au sujet de la personnalité morale, nous nous rallierons aux théories émises par MM. MICHOD et TROTABAS. Adoptant leur définition de la personne morale ⁽⁶⁾, « sujet de droit qui n'est pas en même temps un être humain, une personne physique », nous préciserons avec eux ⁽⁷⁾ cette notion en exigeant deux conditions :

1° *Nécessité d'un intérêt distinct des individus, et impliquant une certaine permanence.*

La personne morale qui répond le mieux à cette condition est l'Etat. Dans l'intérêt supérieur de la Nation, il n'hésite pas à sacrifier des intérêts particuliers; et qui, mieux que l'Etat, peut présenter un caractère permanent, constitué par un territoire déterminé et l'indépendance nationale? Viennent ensuite, dans cet ordre d'idées, les personnes morales territoriales: départements, communes, représentatives des intérêts locaux.

⁽⁶⁾ MICHOD (mis au courant par TROTABAS) : *La théorie de la personnalité morale*, tome I, p. 4.

⁽⁷⁾ *Ibidem*, p. 116.

Puis, au-dessus des intérêts particuliers, on trouve l'intérêt des groupements qui se sont constitués par la volonté de leurs membres. Ce sont les Associations à but idéal (religieuses, scientifiques, littéraires...), les Sociétés civiles et commerciales, constituées, il est vrai, bien plus par une union d'intérêts individuels que pour la recherche d'un intérêt collectif.

2° Pour individualiser une personne morale, il ne suffit pas qu'elle offre un intérêt distinct de celui de ses membres, *il faut qu'elle représente la manifestation d'une volonté collective*. L'Etat se constituera par la force parfois, mais surtout par le consentement de tous. Quant aux groupements libres, le fait même de leur création n'est-il pas l'émanation de la volonté collective de leurs membres? Elle continuera à se manifester par l'adhésion aux statuts... Ce sera une volonté tacite.

Ces conditions réalisées, le groupement est apte à recevoir l'investiture officielle, sous forme d'une reconnaissance qui, accordée par une autorité supérieure à la sienne, lui confère la personnalité morale. La communauté internationale aura reconnu l'Etat, qui pourra alors, lui-même, conférer la reconnaissance aux groupements inférieurs, publics ou privés. C'est cette reconnaissance qui, en accordant à la personne morale des droits, soumis, il est vrai, à un contrôle, lui confèrera une capacité plus ou moins grande, lui permettant de vivre et d'atteindre son but.

La notion de Personne Morale ainsi précisée, il est permis d'aborder l'étude d'une catégorie de donations dont elle peut bénéficier, à savoir les dons manuels.

Toutes les personnes morales sont-elles également capables de recevoir des dons manuels? Non. N'offrant pas toutes à l'Etat les mêmes garanties, il ne laissera pas leur influence s'accroître également. Des régimes de faveur et de suspicion, tant à l'égard de certaines personnes morales que de certaines formes de don manuel, nuancent la réglementation-type. Aussi examinerons-nous successivement, et dans deux parties différentes, le régime normal et le régime d'exception.

Ce n'est pas uniquement sur le terrain administratif que se sont soulevées les difficultés. On les retrouve sur le terrain voisin : le terrain fiscal. Profitant, en effet, de son autonomie⁽⁶⁾, le droit fiscal libérera-t-il les personnes morales de tout contrôle? Les considérera-t-il, au contraire, comme de simples particuliers et imposables comme eux? Comment pourra-t-il, s'il le décide, saisir les dons manuels pour les taxer? C'est ce que nous verrons dans une troisième partie.

(6) L. TROTABAS : *Précis de science et de législation financières*, 1933, p. 249.

I^{re} PARTIE

Régime normal

II^e PARTIE

Régime d'exception

III^e PARTIE

Régime fiscal

PREMIERE PARTIE

Le Régime normal

CHAPITRE PREMIER

A qui s'applique-t-il ?

Le régime de soumission à l'autorisation administrative englobait primitivement toutes les personnes morales. Posé en principe par l'article 910 du Code civil, il était conçu en termes généraux : « Les dispositions entre vifs... au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées... » Il faut noter que l'expression « établissements d'utilité publique » n'avait pas alors le sens précis que lui donna la loi du 1^{er} juillet 1901 ; il comprenait toutes les personnes morales de droit public, seules reconnues alors.

Les prescriptions de l'article 910 furent précisées et complétées par des lois postérieures au Code. La loi du 4 février 1901, consacrant la nécessité de l'autorisation posée par l'article 910, y soumet les donations faites à l'Etat, mais y soustrait en revanche les libéralités aux personnes morales territoriales et aux établissements publics.

La loi du 1^{er} juillet 1901 reconnut enfin une existence légale aux personnes morales de droit privé: les associations pouvaient se former; mais dotées d'une capacité dosée par le législateur. C'est par cette loi que se trouvent réglés les groupements pour lesquels aucune disposition spéciale n'a été prise.

Il reste à examiner les personnes morales qui, soit par une loi générale, soit par une loi individuelle, se trouvent soumises à l'autorisation administrative pour l'acceptation d'un don. Ce sont:

1^o *L'Etat.*

Article 1^{er} de la loi du 4 février 1901: « L'Etat, pris comme personne morale, est apte à recevoir des libéralités, et il en reçoit fréquemment. Ces libéralités s'adressent, d'ordinaire, moins à l'Etat qu'aux services nationaux; mais si les services gratifiés ne possèdent pas la personnalité civile, ils se confondent avec l'Etat lui-même et c'est l'Etat, représenté par le Ministre sous l'autorité duquel est placé le service intéressé qui intervient pour accepter ou pour refuser. » (Rapport au nom de la Commission de la Chambre, fait par M. BIENVENU-MARTIN) ⁽¹⁾. Il faut comprendre cette mesure, non comme une règle de tutelle administrative, mais simplement comme une de ces dispositions par lesquelles on détermine dans tel acte quel est l'agent de l'Etat qui doit intervenir. « Elle signifie que les ministres ne peuvent accepter la libéralité qu'avec une approbation du Prési-

(1) Voir L. AUCOC : *Les établissements publics et la loi du 4 février 1901*. (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, p. 481.)

dent de la République: elle s'adresse aux ministres et non à l'Etat » (2). Et comme le dit HAURIU (3): « Ceci n'est pas précisément l'autorisation d'accepter, mais l'acceptation elle-même. »

2° *Les pauvres.*

La personnalité morale des pauvres, traditionnellement admise, est reconnue en droit positif par les articles 910 et 937 du Code civil, et l'ordonnance du 2 avril 1817, articles 1^{er} et 3. Les textes ne parlent que des « pauvres d'une commune ». Mais, logiquement, on peut étendre aux pauvres d'un arrondissement, d'un département, et même de l'ensemble de la France (4). Car on peut considérer les libéralités qui leur sont faites comme adressées à un ensemble de collectivités communales.

Nous ne l'indiquerons que pour mémoire, car, nous ralliant à l'opinion de MM. MARQUÈS DI BRAGA et LYON adoptées par M. MICHOD (5), nous considérons que pratiquement « la personnalité des pauvres se fond dans celles des divers services qui, suivant les cas, sont appelés à les représenter ». Parler des représentants des pauvres, c'est nommer avant tout les hospices et bureaux de bienfaisance. Or, ces établissements publics peuvent, comme nous le verrons dans la suite, accepter sans autorisation les dons manuels.

(2) MICHOD, *op. cit.*, tome II, p. 33, note 4.

(3) HAURIU : *Droit administratif*, 1932, p. 1082, note 22, 1°.

(4) TISSIER, *op. cit.*, n° 64.

(5) MICHOD, *op. cit.*, tome II, p. 199.

3° *Les établissements d'utilité publique.*

Les établissements d'utilité publique sont des institutions privées qui, à raison des services qu'elles rendent, obtiennent du Gouvernement la qualité de personne civile ⁽⁶⁾.

Les établissements d'utilité publique sont à base d'associations, ou de fondations, ou de sociétés de secours mutuels... qui ont été reconnues telles par décret. Quelle que soit leur origine, les établissements d'utilité publique ont la même capacité d'acquérir à titre gratuit.

La loi du 1^{er} juillet 1901 déclare, dans son article 10, que « les associations peuvent être reconnues d'utilité publique par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique ». L'article 11, déterminant leur capacité, la soumet à l'application de l'article 910 du Code civil et de l'article 5 de la loi du 4 février 1901 : c'est-à-dire à la nécessité d'une autorisation.

La fondation par acte entre vifs, la seule nous intéressant ici, se constitue par la consécration de certains biens à un but ; pour l'atteindre, le fondateur choisira son personnel et le fera fonctionner. Jusque-là, la fondation n'a pas d'existence légale, pas de patrimoine propre. Elle ne constituera une personne morale distincte que lorsqu'un décret en Conseil d'Etat lui accordera, sur la demande du fondateur, la reconnaissance d'utilité publique. Un modèle de statuts-types a été élaboré pour ces établissements par le Conseil d'Etat : il diffère sur quelques points de celui des associations.

⁽⁶⁾ DUCROCQ : *Cours de droit administratif*, tome VI, p. 87.

Mais qu'il s'agisse d'un établissement d'utilité publique à base de fondation ou d'association, le contrôle administratif est le même: il se manifeste par l'autorisation qu'il confère à l'établissement pour accepter un don.

Il en est de même de la catégorie des sociétés de secours mutuels reconnues établissements d'utilité publique par décret rendu en assemblée générale du Conseil d'Etat.

4° *Les sociétés de secours mutuels.*

Les sociétés libres, qui ne jouissent que de la petite personnalité, sont soumises à l'autorisation administrative pour l'acceptation de libéralités (article 15, § 2, loi du 1^{er} avril 1898, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 15 août 1923). A plus forte raison en est-il de même des sociétés approuvées qui jouissent d'une personnalité plus étendue, laquelle se rapproche de celle des établissements d'utilité publique.

5° *Les congrégations religieuses.*

La loi du 1^{er} juillet 1901, dans son titre III, distingue les congrégations existantes lors de la promulgation de la loi, de celles qui se formeront dans l'avenir. A cette distinction correspond une différence de capacité d'acquérir à titre gratuit. Du point de vue qui nous occupe, seront soumises à l'autorisation les donations faites:

a) Aux congrégations reconnues avant la loi de 1901; pour elles continuent à s'appliquer l'ordonnance du 2 avril 1817 (article 1^{er}) et la loi du 24 mai 1825 (article 4). Ces textes soumettent au contrôle administratif les dons faits aux congrégations reconnues.

b) Aux congrégations à autoriser dans l'avenir. L'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est ainsi formulé : « Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement ». Lorsque la loi qui reconnaît une nouvelle congrégation reste muette quant à la capacité à lui accorder, les textes anciens continuent à s'appliquer. Ce n'est donc que dans la mesure où la loi y dérogerait formellement qu'une congrégation religieuse pourrait se voir soustraite au régime commun de l'autorisation administrative.

6° *Exceptions par des textes spéciaux.*

Le législateur a pu battre en brèche les principes d'incapacité des associations non reconnues d'utilité publique, en faveur de groupements dignes d'intérêt. C'est le cas pour :

a) les établissements de bienfaisance privée, conformément à la loi du 14 janvier 1933. Il s'agit des établissements de bienfaisance créés par des particuliers ou des associations laïques ou religieuses « en vue d'hospitaliser des enfants mineurs, des indigents valides, des malades, des infirmes ou des vieillards » (article 1^{er}, alinéa 1). Une simple déclaration et non une demande d'autorisation doit être faite par le fondateur avant l'ouverture de l'établissement « quand l'établissement de bienfaisance est créé par une association formée selon la loi de 1901, la déclaration de l'établissement de bienfaisance ne se confond nullement avec celle de l'associa-

tion faite à la préfecture » (7). L'indépendance des deux établissements est telle que les déclarations pourront même être faites par une congrégation non reconnue, sans que l'on puisse se baser sur ces déclarations pour appliquer aux membres de la congrégation les dispositions de la loi de 1901 (article 16).

L'article 35 reconnaît à ces établissements de bienfaisance le droit de recevoir des libéralités, ce qui constitue une dérogation à la loi de 1901 qui le subordonne à la reconnaissance d'utilité publique. Mais l'acceptation de la donation sera soumise à l'autorisation administrative;

b) les œuvres qui font appel à la générosité publique lorsque le but principal ou même accessoire est de soulager les souffrances occasionnées par la guerre : loi du 30 mai 1916. Qu'il s'agisse d'associations déclarées ou non déclarées, elles acquièrent la capacité de recevoir et d'accepter des dons, souscriptions, de faire des quêtes, au moyen d'une autorisation donnée par le Ministre de l'Intérieur, sur avis de la Commission de contrôle des œuvres de guerre. Il s'agit en somme d'une sorte de demi-reconnaissance d'utilité publique (8).

Telles sont les personnes morales dont la capacité d'acquérir à titre gratuit est assujettie au contrôle de l'autorité supérieure. C'est l'étude de ce contrôle lui-même que nous allons maintenant entreprendre d'examiner.

(7) Commentaire de M. Paul CHASSAGNADE-BELMIN, *Recueil Général des Lois, Décrets et Arrêtés*, p. 180.

(8) BEUDANT (collaboration de M. VOIRIN) : *Cours de droit civil français*, tome VI, p. 94.

CHAPITRE II

Nécessité d'une autorisation administrative

On n'a pas toujours soumis le don manuel fait à une personne morale à la nécessité d'une autorisation. Un premier courant de jurisprudence et de doctrine soustrayait le don manuel au contrôle administratif ⁽¹⁾. Plusieurs arguments étaient invoqués en faveur de cette thèse.

Tout d'abord, pourquoi soumettre les personnes morales à la nécessité d'une autorisation; alors que la tradition, sans forme solennelle, suffit quand le donataire est un particulier? Comment, ajoute-t-on, appliquer au don manuel affranchi de toute condition de forme, l'article 910 qui est une règle de forme? De plus, cet article 910 ne vise que les donations entre vifs faites par acte, et non celles qui, de même que les dons manuels, sont valables par simple tradition. Les rédacteurs du Code civil, en effet, n'ont fait que reproduire dans l'article 910 l'édit de 1749 qui ne soumettait à sa réglementation que les libéralités faites par acte. « Les dispositions des articles 910 et 937 du Code civil, disait la Cour de Paris,

(1) Cass., 26 nov. 1833 (S. 34.1.59), confirmant un jugement de Bourges du 21 nov. 1831. — Paris, 12 janv. 1835 (D. P. 35.2.46).

s'appliquent aux donations entre vifs proprement dites et aux donations testamentaires » ⁽²⁾.

Le *Mémorial des Percepteurs* a publié en 1859 ⁽³⁾, sous le titre de « Jurisprudence du Ministère de l'Intérieur », une consultation de laquelle il ressort que les dons manuels sont valables en dehors de toute autorisation. « La question est la même, qu'il s'agisse de valeurs minimales, comme celles qu'on reçoit pendant une quête, ou qu'il s'agisse de sommes importantes : ce n'est pas le chiffre, mais le mode des transmissions qui détermine la nécessité d'un acte authentique et celle d'une autorisation administrative ». Deux décisions ministérielles le confirmèrent ⁽⁴⁾.

Il faut reconnaître que les partisans de cette théorie avaient surtout en vue de soustraire les dons manuels à la loi fiscale du 18 mai 1850.

Ce système, manifestement contraire aux principes généraux régissant les dons manuels, était, par cela même, voué à la faillite. Si, en effet, les dons manuels sont soustraits aux règles de forme des donations, ils restent soumis aux règles de fond. Parmi elles, se trouvent les dispositions relatives aux incapacités de recevoir et spécialement l'article 910, car il détermine « la capacité donnée par l'autorisation et non le retard dans l'exécution d'une libéralité déjà parfaite » ⁽⁵⁾.

(2) Paris, 12 janvier 1835, précité.

(3) *Mémorial des Percepteurs*, 1859, p. 126.

(4) 18 octobre 1862. *Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur*, 1863, p. 319. — 22 septembre 1870. *Mémorial des Percepteurs*, 1872, p. 556.

(5) COLIN : *Etude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels*, p. 133.

L'article 910 est d'ailleurs conçu en termes généraux; s'il parle des « dispositions entre vifs », il y englobe aussi bien les donations par acte que les dons manuels.

Le contrôle administratif posé en règle par l'article 910 s'explique par des motifs sérieux: préoccupation de l'Etat d'éviter le dépouillement des familles par la vanité inconsidérée des donateurs, spectre de la mainmorte qui économiquement et politiquement avait déjà hanté l'ancien régime. « Protégés quant à la forme par la simplicité du droit naturel, les dons manuels doivent être assujettis, quant au fond, aux précautions prises par le droit positif, pour mettre un frein aux donations imprudentes, notamment en ce qui concerne les établissements publics; ce serait en vain que le législateur aurait pris de sages mesures pour modérer les acquisitions à titre gratuit, si, par le moyen de dons manuels exorbitants, il était permis d'échapper à la surveillance de l'autorité supérieure » (6).

Aussi est-ce nécessaire de soumettre les dons manuels à l'autorisation « si l'on ne veut pas rendre illusoires ces règles tutélaires des intérêts de la société et des familles » (7).

Ce système adopté par la doctrine (8) fut confirmé par la jurisprudence (9).

(6) Paris, 22 janvier 1850 (D. P. 50.2.27).

(7) DEMOLOMBE : *Donations et testaments*, tome I, p. 603.

(8) BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN : *Donations et testaments*, tome I, n° 419. — TISSIER, *op. cit.*, p. 228. — VUILLEFROY : *Traité de l'administration du culte catholique*, p. 282. — GAILLARD : *Du don manuel aux personnes morales* (thèse), p. 20. — LAURENT : *Principes de droit civil*, tome XI, n° 301. — ZACHARIAE, traduit par AUBRY et RAU, tome V, p. 444, note 55.

La nécessité de soumettre les dons manuels à l'autorisation administrative ne peut plus, d'ailleurs, être mise en doute depuis la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 31 janvier 1887, qui la proclame en ces termes : « D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, l'article 910 du Code civil s'applique aux dons manuels aussi bien qu'aux autres libéralités. Je vous prie en conséquence, Monsieur le Préfet, de veiller à ce que dorénavant les Commissions administratives des établissements de bienfaisance, et en général de tous les établissements publics, soumettent à l'approbation de l'autorité compétente toutes celles de leurs délibérations qui seraient prises en vue d'accepter des dons manuels » ^(9 bis).

La nécessité pour une personne morale de recourir à l'autorisation pour accepter un don manuel est désormais indiscutable ⁽¹⁰⁾.

On ne peut être arrêté par l'objection soulevée par M. THIBAUT ⁽¹¹⁾ et qu'il réfute d'ailleurs aussitôt. D'après lui, on pourrait soutenir que l'autorisation n'est pas nécessaire ; car elle ne peut être concomitante à la tradition qui est le fait constitutif du don manuel. Demandée avant la tradition, l'autorisation serait requise pour une chose inexistante encore : ce serait plus exactement une *autorisation accordée au donateur de donner*. Demandée après la tradition, elle serait inopérante, l'acceptation étant consommée par la réception de la chose.

⁽⁹⁾ Cass., 18 mars 1867 (D. P. 67.1.169). — Paris, 26 janvier 1881 (D. P. 82.2.105). — Requêtes, 16 janvier 1907 (S. 1907.1.505). — Requêtes, 19 mai 1909 (D. P. 1910.1.43).

^(9 bis) *Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur*, 1887, p. 16.

⁽¹⁰⁾ Requêtes, 19 mai 1909 (D. P. 1910.1.13).

⁽¹¹⁾ THIBAUT : *Les Associations et leur capacité de recevoir à titre gratuit* (thèse), p. 122.

Cette doctrine est inadmissible, ajoute THIBAUT ⁽¹²⁾. Le don manuel est un contrat qui, s'il suppose la tradition, nécessite en plus l'accord des volontés. Or, sans autorisation, la personne morale est incapable de manifester une volonté susceptible de lier le contrat. Il est donc établi que la personne morale doit soumettre à l'autorisation de l'autorité supérieure l'acceptation d'un don manuel.

Quel est le caractère de cette autorisation ?

A-t-elle pour but de rendre les personnes morales capables de recevoir à titre gratuit ? Rejetant la thèse de M. DE SALVERTE ⁽¹³⁾, soutenant que les personnes morales « sont de droit incapables de recevoir », nous reconnaissons les personnes morales capables de posséder, pour cela capables de recevoir. Mais si elles ont la capacité de *jouissance*, elles n'ont pas la capacité d'*exercice* ; c'est pourquoi « la personne morale gratifiée n'est pas incapable de recevoir, elle est seulement incapable d'accepter sans autorisation » ⁽¹⁴⁾. En effet : « La condition de l'autorisation présuppose la capacité des personnes morales, puisqu'elle en règle l'exercice », dit DEMOLOMBE ⁽¹⁵⁾ ; il ajoute : « A ce point de vue, on peut dire que les établissements publics et les communautés, qui ont une existence légale, sont en principe capables de recevoir, sous la condition de l'autorisation ».

(12) THIBAUT, *op. cit.*, p. 124.

(13) Cité par TISSIER, *op. cit.*, n° 172.

(14) PLANIOL et RIPERT : *Traité pratique de droit civil français*, 1933, tome V, n° 881.

(15) DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome I, n° 593.

De quelle nature est l'acte d'autorisation ? « Cet acte administratif appartient à la catégorie des actes de tutelle, par lesquels une autorité administrative supérieure habilite une administration ou une autorité inférieure à prendre certaines décisions ou à passer certains actes » (16).

Précisons le caractère de cette autorisation. La personne morale bénéficiaire d'un don manuel, quand elle s'adresse à l'autorité supérieure pour se faire autoriser, est déjà, en vertu du droit d'acceptation provisoire (accordé par la loi du 4 février 1901, article 8), en possession du don. Dès lors, que va-t-elle demander ? Est-ce l'autorisation de faire une acceptation postérieure à la réception du don ? Non, puisque l'acceptation est consommée par la tradition. Est-ce l'autorisation de faire une acceptation réitérée ? Non encore, parce que le don manuel ne comporte qu'une acceptation qui se manifeste lors de la réception de la chose. En définitive, cette autorisation s'analyse en une *appréciation et sanction d'une acceptation déjà accomplie*. C'est une condition à laquelle est soumise le don manuel, qui ne s'est consommé que conditionnellement lors de la tradition. On s'explique alors qu'une fois l'autorisation obtenue, « cette condition venant à s'accomplir, a un effet rétroactif au jour même de cette acceptation » (17), comme nous le verrons plus loin.

En somme, ce qui manque aux personnes morales, comme l'avait exprimé POTHIER commentant l'édit de

(16) CARPENTIER : *Répertoire de droit français*, tome XVIII, n° 352.

(17) Cassation, 12 novembre 1866 (S. 66.1.443).

1749 ^(17 bis), c'est la faculté de *retenir* plutôt que celle d'*acquérir*.

Si HAURIUO semble dire le contraire, « ce qui empêche les libéralités d'avoir leur effet est une incapacité » ⁽¹⁸⁾, il ne s'agit que d'une divergence apparente : il y a bien incapacité, mais elle ne porte que sur l'exercice du droit d'acquérir à titre gratuit.

^(17 bis) Œuvres de POTHIER, tome XIII, p. 465.

⁽¹⁸⁾ HAURIUO, *op. cit.*, p. 1078, note 15.

CHAPITRE III

Epoque à laquelle doit intervenir l'autorisation

L'autorisation doit-elle précéder l'acceptation, ou peut-elle intervenir utilement à toute époque? Cette question présentait un grand intérêt avant la loi du 4 février 1901. Il importait alors de savoir si l'acceptation par elle-même était ou non créatrice d'un droit irrévocable au profit de l'établissement donataire. Si oui, l'acceptation du don manuel faite au nom de la personne morale par ses représentants, lui conférait un droit indépendant de la mort du donateur, d'un changement dans sa capacité ou sa volonté. Si non, le don manuel se trouvait exposé, jusqu'à ce qu'intervienne l'autorisation, non seulement à une rétractation de la part du donateur, mais à une modification dans sa capacité de donner, ou à son décès.

Il n'y avait pas de doute possible au sujet des donations solennelles. Il ressortait du rapprochement des articles 932 et 937 du Code civil que la personne morale ne pouvait valablement accepter une libéralité avant d'être autorisée (article 937), l'acceptation *valable* du donataire pouvant seule lier le donateur (article 932) ; jusqu'à l'autorisation, la donation pouvait tomber.

Fallait-il étendre la même solution au don manuel? Il y avait divergence d'opinion entre la jurisprudence et la doctrine.

Pour la jurisprudence, l'autorisation n'était qu'une *condition* sans laquelle l'acceptation ne liait pas moins le donateur, mais d'où dépendait simplement son efficacité: elle pouvait donc intervenir utilement à toute époque, voire même après la mort du donateur. C'était la théorie soutenue par plusieurs décisions de la Cour de Paris et de la Cour de Cassation ⁽¹⁾, et quelques auteurs ⁽²⁾, DEMOLOMBE, entre autres: « La donation manuelle faite à une communauté est valable si elle a été acceptée par le supérieur du vivant du donateur, lors même que l'autorisation du Gouvernement n'aurait été accordée qu'après son décès ».

Plusieurs arguments étaient invoqués à l'appui de cette thèse. Argument de texte tout d'abord. Il faut distinguer les règles de fond, spécialement de capacité, des règles de forme. Le don manuel est soumis aux premières, par conséquent à l'article 910 qui soumet *toutes les libéralités* à l'autorisation. Mais il est soustrait aux règles de forme, spécialement à l'article 937 décidant que l'autorisation doit être antérieure à l'acceptation, et qui est placée sous la rubrique: de la forme des donations entre vifs.

(1) 7 décembre 1852 (S. 53.2.54). — 14 mai 1864 (S. 67.1.295). — 28 janvier 1881 (S. 82.2.43). — Cassation, 18 mars 1867 (D. P. 67.1.169).

(2) DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome III, n° 63. — VUILLEFROY, *op. cit.*, p. 282.

La jurisprudence invoquait ensuite la nature du don manuel qui s'oppose à l'application de l'article 937. C'est un argument plus convaincant. Cet article, qui suppose que l'autorisation interviendra entre l'offre de donation et l'acceptation, ne se conçoit que pour les donations ordinaires. Impossible de l'appliquer au don manuel : là, en effet, on ne peut séparer l'offre et l'acceptation unies dans la tradition ; l'autorisation préalable à l'acceptation le serait aussi à l'offre, ce qui est inconcevable. L'autorisation ne pourra intervenir que postérieurement, comme condition d'une acceptation qui l'a précédée par la force des choses.

Cette solution, disait enfin la jurisprudence, procure les résultats que la loi voulait obtenir. L'autorisation a la même utilité, qu'elle intervienne avant ou après l'acceptation. « Au point de vue de l'ordre public, comme dans l'intérêt des familles, il suffit que le Gouvernement soit ultérieurement appelé à examiner si la libéralité n'excède pas les limites raisonnables » ⁽³⁾.

Quant au donateur, il aurait mauvaise grâce à se plaindre du défaut d'autorisation : en faisant une libéralité sous la forme d'un don manuel, il consent, par cela même, à suivre la foi du donataire.

La doctrine, au contraire, voyait dans l'autorisation un *élément constitutif* de l'acceptation. Car la nécessité de l'autorisation rentre dans les règles de capacité : sans autorisation, pas d'acceptation valable. L'article 937, bien que placé sous la rubrique « Forme des donations », constitue une règle de capacité.

(3) Cassation, 18 mars 1867 (précité).

C'est à tort, poursuivaient les auteurs, que l'on affirme que l'offre et l'acceptation sont liées. Dès la tradition, il y a de la part du donataire une acceptation de fait, provisoire, qui ne se transformera en acceptation de droit qu'après l'autorisation. D'ailleurs, n'est-il pas à craindre que l'établissement gratifié, se contentant de l'existence conditionnelle du don, néglige de recourir à l'autorisation? Elle ne la requerrait qu'en cas de procès. Ce danger est conjuré lorsque l'on soumet le don manuel non autorisé à la merci d'une rétractation du donateur, de sa mort ou de son incapacité ⁽⁴⁾.

Le législateur avait déjà commencé, au siècle dernier, à confirmer la thèse de la jurisprudence. Mais il ne l'avait fait que d'une façon fragmentaire, en accordant par des lois spéciales, à certaines personnes morales, le droit d'accepter provisoirement des libéralités, sous condition cependant d'une autorisation postérieure. Ce n'étaient que des lois d'exception, revêtant la forme d'une faveur à l'égard des personnes morales auxquelles elles s'appliquaient. Ce fut le cas des lois du 18 juillet 1837, article 48, confirmée par la loi du 5 avril 1884, article 113, pour les communes, du 10 mai 1838, article 31, confirmée par la loi du 10 août 1871, article 53, pour les départements; du 15 juillet 1850, article 7, pour les sociétés de secours mutuels déclarées établissements d'utilité publique; du 7 août 1851, article 11, pour les hospices, hôpitaux, etc...

⁽⁴⁾ LAURENT, *op. cit.*, tome XII, n° 303. — COLIN (M.), *op. cit.*, p. 135.

La loi du 4 février 1901, article 8, a continué l'œuvre commencée, en prenant une mesure générale. « Tous les établissements peuvent, sans autorisation préalable, accepter provisoirement ou à titre conservatoire les dons et legs qui leur sont faits ». Le don manuel accepté est désormais irrévocable. Peu importe les modifications qui peuvent désormais s'opérer dans la capacité du donateur ou les revirements de sa volonté : il était capable lors de la donation, sa volonté s'est manifestée par la tradition, cela suffit ⁽⁵⁾.

La loi s'applique non seulement aux établissements publics, mais aussi aux établissements d'utilité publique ⁽⁶⁾, donc à toutes les personnes morales soumises à l'autorisation administrative.

Quel sera l'effet de cette autorisation ? L'autorisation rétroagit au jour où le don manuel a été fait ⁽⁷⁾. Si elle est accordée, la personne morale est censée avoir toujours été propriétaire depuis le jour de la tradition. Si elle est refusée, le don manuel sera considéré comme n'ayant jamais été fait : le donateur ou ses héritiers pourront le revendiquer.

L'autorisation n'est renfermée dans aucune limite de temps ⁽⁸⁾. Mais que penser d'une demande d'autorisation intervenant postérieurement à la suppression de l'établissement ? La question s'est posée tout spécialement à

⁽⁵⁾ HÉMARD : *Revue trimestrielle de droit civil*, tome IX, 1910, p. 865.

⁽⁶⁾ AUCOC, *op. cit.*, p. 476.

⁽⁷⁾ DUCROCQ, *op. cit.*, tome VI, n° 2249. — AUBRY et RAU : *Droit civil français*, tome X, p. 503. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *op. cit.*, tome I, p. 593, n° 1330. — BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, n° 75.

⁽⁸⁾ Cassation, 26 juillet 1910 (S. 1912.1.573).

propos des établissements du culte, et de la façon suivante: l'autorisation d'accepter des libéralités antérieures à la suppression de ces établissements, conformément aux articles 2 et 3 de la loi du 9 décembre 1905, peut-elle intervenir après cette suppression? Le Conseil d'Etat a répondu affirmativement dans un avis du 10 mai 1906 ⁽⁹⁾. Car par le fait de l'acceptation provisoire, « il est entré dans leur patrimoine un droit conditionnel destiné à être transmis avec les autres biens constituant ce patrimoine, en exécution de l'article 4 de la loi du 9 décembre 1905; rien ne s'oppose à ce que la condition de l'autorisation administrative, qui suspend l'exécution des libéralités, soit réalisée postérieurement à la suppression définitive des établissements donataires ». La Cour de Cassation n'a pas encore eu à se prononcer.

⁽⁹⁾ Voir D. P. 1922.1.78, note *b*.

CHAPITRE IV

L'autorisation administrative

Dans le fonctionnement de l'autorisation, il y a deux choses à étudier :

Par qui et à qui l'autorisation est-elle conférée?

Quelle forme revêt-elle?

SECTION I

Par qui et à qui l'autorisation est-elle conférée?

De qui émane-t-elle?

L'article 910 nous parle du chef de l'Etat; mais bien avant la loi du 4 février 1901, des lois, décrets et ordonnances y dérogeaient. On était en présence d'une législation fragmentaire et compliquée, régie par des textes épars, qui renvoyaient, selon les cas, au sous-préfet, au préfet, au ministre ou au Président de la République seul, ou le Conseil d'Etat entendu. Et cela, selon la nature de l'établissement, l'importance intrinsèque du don... C'était de plus une législation formaliste; le recours au Conseil d'Etat demeuré la règle, causait souvent des lenteurs préjudiciables à l'établissement.

Mais, sur ce point encore, la loi du 4 février 1901 a eu une portée bienfaisante. Fusionnant les textes anciens, elle a précisé dans un seul texte législatif l'auto-

rité compétente en matière d'autorisation. Elle déclare cependant (article 6) ne pas s'appliquer aux sociétés de secours mutuels soumises à la loi du 1^{er} avril 1898 (modifiée par la loi du 15 août 1923), ni aux congrégations religieuses pour lesquelles la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance du 2 avril 1817 restent en vigueur.

L'acceptation des libéralités faites à l'Etat est autorisée par un décret ordinaire (loi du 4 février 1901, article 1^{er}). Il s'agit, nous l'avons vu, non d'une règle de tutelle, mais de la forme dans laquelle l'acceptation doit avoir lieu.

Lorsque le donataire est un établissement d'utilité publique, l'autorisation sera conférée par le préfet du département du siège de l'établissement. S'il s'agit cependant d'une donation d'une valeur supérieure à 3.000 francs, il faudra recourir à un décret en Conseil d'Etat (décret du 8 avril 1931 et article 5 de la loi du 4 février 1901).

Les établissements de bienfaisance auxquels la loi du 14 janvier 1933 a conféré le droit de recevoir des libéralités se feront autoriser par décret en Conseil d'Etat.

Les dispositions à titre gratuit faites en vertu des lois du 1^{er} avril 1898 et du 15 août 1923 aux sociétés de secours mutuels seront autorisées par le préfet.

Les donations aux congrégations religieuses régulièrement autorisées sont soumises à l'autorisation du préfet lorsque la valeur n'excède pas 3.000 francs (décret du 8 avril 1931); sinon, il faut un décret du Président de la République.

La question de savoir de qui émane l'autorisation étant tranchée, il nous reste à déterminer à qui sera

conférée l'autorisation. L'autorisation validant l'acceptation sera accordée pratiquement à qui a le droit d'accepter au nom de la personne morale : c'est-à-dire à ses représentants. Pour l'Etat, l'acceptation sera faite par le ministre sous l'autorité duquel est placé le service intéressé ; pour les établissements d'utilité publique, de bienfaisance, les sociétés de secours mutuels, par les administrateurs ; pour les congrégations religieuses, par les supérieurs.

La personne du représentant n'a pas à être prise en considération. C'est pourquoi, à notre avis, les incapacités de l'article 909 ne peuvent entrer en ligne de compte. Un médecin, un notaire pourraient recevoir un don manuel adressé par un mourant à l'association ou l'établissement dont ils sont administrateurs ; tout comme le curé qui a administré au donateur les derniers sacrements pourrait recevoir la libéralité faite à l'établissement de bienfaisance qu'il dirige. Les incapacités sont de droit étroit, et si les médecins, notaires, prêtres ne peuvent recevoir pour eux-mêmes un don manuel du mourant, ils le peuvent au nom de la personne morale qu'ils représentent.

SECTION II

Forme de l'autorisation

L'autorité supérieure est mise en possession du dossier de la personne morale gratifiée, tel qu'il lui a été transmis par le préfet du département. Ce dossier contient toutes les indications susceptibles d'éclairer l'administration dans la décision à prendre : délibérations

prises par les conseils administratifs de l'établissement, un état de l'actif et du passif de l'établissement certifié et vérifié par le préfet, une évaluation de la fortune du donateur... Après consultation du dossier, l'administration statue : elle accorde l'autorisation ou la refuse. Il ne peut être question de réduire un don manuel : ce droit ne s'exerce, en effet, qu'à l'égard des libéralités testamentaires. La réduction n'est possible que pour un acte unilatéral et non pour un contrat comme la donation, qui exige un concours de volontés ⁽¹⁾.

Comment l'administration manifeste-t-elle sa décision ? Doit-elle la soumettre à un formalisme déterminé ? Aucune forme spéciale n'a été prévue pour l'autorisation. On a même admis qu'elle pouvait être accordée implicitement. C'est ce qu'a décidé la Cour de Bourges ⁽²⁾. Il s'agissait d'une ordonnance par laquelle le Gouvernement autorisait l'emploi d'une somme reçue en don manuel par le séminaire de Saint-Maixent : la Cour de Bourges déclara que cette ordonnance impliquait une autorisation, bien que ne mentionnant pas le nom du donateur. La décision fut confirmée par la Cour de Cassation, le 26 novembre 1833 ⁽³⁾.

L'autorité supérieure peut subordonner son autorisation à certaines conditions. Ainsi, l'administration peut, en autorisant, ordonner que le capital soit placé en rentes sur l'Etat et que les arrérages soient annuellement

(1) TISSIER, *op. cit.*, n° 217.

(2) Bourges, 21 novembre 1831 (D. P. 33.2.25).

(3) Cassation, 26 novembre 1833 (S. 34.1.59).

servis à l'établissement donataire par les personnes choisies par le donateur.

La décision de l'administration peut porter refus d'autorisation. Elle peut alors être formulée de deux manières :

— ou bien l'autorisation est refusée sur la demande même de l'établissement que l'on voulait gratifier ; dans ce cas, il est autorisé à refuser la libéralité (à la vérité, cette hypothèse se conçoit difficilement en matière de don manuel. Il n'y a guère que la perspective de lourdes charges à remplir qui pourrait motiver cette demande de refus. Or, nous le verrons dans la suite, les dons manuels avec charge sont nuls. Reste le cas possible où la personne du donateur pourrait motiver cette décision) ;

— ou bien c'est l'administration qui refuse d'accorder une autorisation demandée. Et cela surtout en considération de la richesse de l'établissement donataire. Ainsi, vers 1880 et pendant plusieurs années, le Gouvernement refusa d'autoriser les dons adressés à l'Archevêché de Paris pour l'érection du Sacré-Cœur de Montmartre, ou à l'Evêché de Tarbes pour la construction de la chapelle de Lourdes ; car ils lui paraissaient suffisamment riches. (Avis de la Section de l'Intérieur, 21 juillet 1880.) Le refus n'est généralement pas motivé. L'établissement est renseigné cependant par l'avis précédant la décision.

Faut-il reconnaître à l'autorité supérieure le droit d'autoriser d'office ? Ce droit mentionné, ni dans l'article 910, ni dans l'article 937, admis cependant par le Conseil d'Etat, était considéré comme une manifestation du

pouvoir de tutelle du pouvoir central. Bien que certains (4) envisageaient qu'il était difficile d'admettre « ce prétendu droit régalien » avec la portée que l'on voulait lui donner, car il rendrait inutiles l'article 910 comme toutes les lois administratives.

On admettait de même, dans l'intérêt des familles, que l'administration avait le droit de refuser d'office des libéralités faites à une personne morale (5).

L'administration usait de ces droits à l'égard des personnes morales qui étaient le plus soumises à son pouvoir de tutelle. Les établissements d'utilité publique qui ne sont pas membres de l'Etat, et vis-à-vis desquels le pouvoir de tutelle ne s'exerce que faiblement, ont échappé à l'autorisation d'office (l'article 5 de la loi du 4 février 1901 ne vise que le cas d'autorisation d'accepter une libéralité). N'y restent plus soumis que les établissements publics, et cela en vertu des principes mêmes de la centralisation. L'Etat use à leur égard de ce droit d'immixtion, parce que leur prospérité intéresse la prospérité générale.

Mais, nous le verrons plus loin, les donations aux établissements publics sont dispensées d'autorisation lorsqu'elles ne sont pas grevées de charges, comme c'est le cas pour les dons manuels. A l'heure actuelle, le droit d'autorisation d'office ne joue donc plus à l'égard des personnes morales gratifiées de dons manuels.

(4) CARDON : *Les dons manuels* (thèse), Paris, 1902, p. 91.

(5) TISSIER, *op. cit.*, n° 225.

CHAPITRE V

Sanction du défaut d'autorisation

La loi du 4 février 1901 soumet, nous l'avons vu, l'acceptation des libéralités faites aux personnes morales à la condition de l'autorisation. Deux façons de contrevenir à la loi se présentent : la personne morale s'abstient de demander l'autorisation — ou, s'étant vu opposer un refus, elle reste en possession du don. La violation de la loi est-elle aussi grave dans les deux cas ? les sanctions sont-elles identiques ? Telles sont les questions à résoudre.

Envisageons d'abord le premier cas. La personne morale, en possession provisoire du don, a négligé de demander l'autorisation. Le donateur, ou ses héritiers, peuvent-ils demander en justice la nullité de la donation pour défaut d'autorisation ? Des auteurs ⁽¹⁾ déclarent d'une façon radicale que la sanction du défaut d'autorisation est la nullité, nullité d'ordre public.

C'est, nous semble-t-il, un peu absolu. Que dit l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur lequel on se base

(1) CHAPERON : *Dons et legs aux établissements ecclésiastiques*, p. 39. — PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, tome V, p. 933. — THIBAUT, *op. cit.*, p. 128. — BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 124.

pour déclarer la nullité? « Sont nuls tous les actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement... formées de se soustraire aux dispositions des articles... 11... », c'est-à-dire à l'obligation de l'autorisation.

Faut-il en déduire que, chaque fois qu'une personne morale qui a accepté provisoirement un don manuel sans recourir aussitôt après à l'autorisation administrative, soit susceptible de voir la donation annulée sur demande du donateur ou de ses héritiers? Non, nous semble-t-il. Tout d'abord, il y a un fait certain, c'est que le donateur ne peut baser sa demande en nullité sur le défaut d'autorisation préalable, la loi du 4 février 1901, article 8, autorisant l'acceptation provisoire.

La loi a-t-elle fixé un délai, partant de l'acceptation du don manuel et au delà duquel la personne morale ne serait plus en droit de requérir l'autorisation? « Il faut reconnaître que la loi n'a pas imparti de délai, ni surtout de délai fatal pendant lequel la dite autorisation devra être obtenue » ⁽²⁾. C'est d'ailleurs l'avis de la Cour de Cassation: « La demande d'autorisation pour accepter n'est pas soumise à un délai déterminé » ⁽³⁾, et cela, au moment où la jurisprudence, devançant la loi du 4 février 1901, admettait déjà le droit d'acceptation provisoire.

⁽²⁾ Paris, 7 décembre 1852 (D. P. 53.2.92).

⁽³⁾ Cassation, 18 mars 1867 (D. P. 67.1.169).

Faut-il admettre que la personne morale peut toujours se faire autoriser? Certes non, « en effet, on encouragerait les dispositions des établissements publics à ne point appeler la surveillance de l'Etat sur leurs transactions si l'on admettait *en principe* qu'il leur est loisible de ne réclamer l'autorisation qu'au jour où leurs actes, volontairement soustraits à la connaissance de l'autorité supérieure, seraient argués de nullité » (4). Ce serait effectivement rendre illusoire l'article 910. La personne morale ne recourrait à l'autorisation qu'en cas de procès, étant toujours certaine de pouvoir obtenir gain de cause. Mais, sans passer à cette extrémité, ne peut-on concevoir un moyen terme? Le silence de la personne morale peut être interprété autrement que dans le sens d'une fraude à la loi. Il faut reconnaître que bien souvent il est inspiré par le désir d'éviter l'immixtion de l'Etat dans les affaires de l'établissement. Cependant, il peut exister d'autres motifs qui méritent d'être pris en considération. Par exemple: l'établissement donataire a pu de bonne foi n'avoir pas compris la nécessité immédiate de se faire autoriser. Ou bien: il a péché par ignorance. Il a cru que le don reçu pouvait être assimilé aux offrandes déposées dans un tronc et dispensées d'autorisation (c'est le cas jugé par la Cour de Cassation dans l'arrêt précité du 18 mars 1867. La Cour de Cassation, repoussant la demande en nullité des héritiers de la donatrice, a accordé à la fabrique un sursis pour se pourvoir en autorisation; cela, parce que la demande

(4) Cassation, 18 mars 1867 (précité).

d'autorisation « n'a pas été ajournée dans l'intention de faire fraude aux dispositions de la loi »).

Que devra donc faire le juge saisi d'une demande en nullité pour défaut d'autorisation? Il examinera si le silence gardé par la personne morale avait un but frauduleux; dans ce cas, il prononcera la nullité du don manuel. De même « si les parties ont eu recours à la forme du don manuel dans la pensée d'échapper au contrôle du Gouvernement, cette fraude doit entraîner l'annulation de la donation » ⁽⁵⁾. Si, au contraire, la bonne foi du donataire est prouvée, les tribunaux « ne sauraient faire droit à une demande du donateur en nullité de la libéralité... ils doivent se borner à impartir à l'établissement donataire un délai au delà duquel il ne sera plus admis à solliciter l'autorisation » ⁽⁶⁾. Ce délai peut être d'un mois ⁽⁷⁾. Passé ce délai, il sera fait droit à la demande en nullité, la mauvaise foi de l'établissement étant évidente.

De cette façon, tous les principes sont sauvegardés. L'ordre public et l'intérêt des familles sont respectés, puisque, en fin de compte, le don manuel sera soumis à l'examen du Gouvernement. Les droits du donateur ne sont pas frustrés: choisissant la forme du don manuel, dénué de formalisme, il savait qu'il s'engageait à suivre la foi du donataire.

Lorsque le tribunal prononcera la nullité, parce que la personne morale aura frauduleusement gardé secrète

⁽⁵⁾ Cassation, 18 mars 1867 (précité).

⁽⁶⁾ Amiens, 15 mars 1906 (D. P. 1907.2.115).

⁽⁷⁾ Paris, 7 décembre 1852 (précité).

une donation, ou aura laissé s'écouler le sursis sans se pourvoir de l'autorisation, quel sera le caractère de la nullité? Ce sera une nullité absolue et d'ordre public, semblable à celle que prononceront les tribunaux lorsque, l'autorisation étant refusée, la personne morale gardera la donation. Nous les étudierons donc ensemble.

Dans le second cas, l'autorisation demandée a été refusée. La libéralité devient caduque ⁽⁸⁾. Que se passe-t-il si la personne morale passe outre? La doctrine et la jurisprudence ⁽⁹⁾ y voient une cause de nullité absolue et d'ordre public. « En cas de refus de l'autorisation sollicitée, les tribunaux saisis par le donateur ou ses représentants sont tenus de prononcer la nullité du don manuel » ⁽¹⁰⁾. On a soutenu cependant ⁽¹¹⁾ qu'on était en présence d'un *contrat inexistant*. Cela pour la raison suivante: la personne morale n'a pas par elle-même le pouvoir de manifester utilement sa volonté; sans autorisation, elle n'a pu avoir la volonté nécessaire pour contracter; le contrat n'a pu se réaliser. Cette conception est inadmissible, pour les raisons que nous avons vues en étudiant la capacité d'acquérir des personnes morales.

Pour nous, il y a nullité absolue. L'action en nullité pourra être intentée contre les représentants de la personne morale par tout intéressé. Or, il y a deux intérêts en jeu: celui des particuliers et celui de l'Etat. Tous deux donnent droit à une demande en nullité: le premier

⁽⁸⁾ Cassation, 14 février 1906 (D. P. 1907.1.313).

⁽⁹⁾ Beauvais, 31 janvier 1895 (D. P. 98.1.105). — Dijon, 10 novembre 1908 (D. P. 1910.2.110).

⁽¹⁰⁾ Amiens, 15 mars 1906 (précité).

⁽¹¹⁾ THIBAUT, *op. cit.*, p. 132.

servira de base à la requête du donateur, de ses créanciers en vertu de l'action oblique (article 1166 C. civ.) de ses héritiers légitimes à sa mort, rarement du donataire lui-même — et c'est parce qu'il s'agit d'un intérêt général que la loi du 1^{er} juillet 1901, dans son article 17 *in fine*, a donné au Ministère public le droit d'introduire une demande en nullité.

La nullité prononcée, le juge ordonnera la restitution de la somme et des intérêts depuis le jour de l'acceptation provisoire. L'établissement donataire n'est pas, en effet, un possesseur de bonne foi ; il connaît les vices qui entachent son titre, il se sait propriétaire sous condition, il n'a donc pu faire les fruits siens ⁽¹²⁾.

Cette nullité étant absolue et d'ordre public, ne peut être confirmée, ni expressément, ni tacitement. « Le consentement du donateur et de ses héritiers... ne pouvait valider la donation : il ne peut y avoir de confirmation quand la nullité est d'ordre public » ⁽¹³⁾.

La Cour de Cassation, cependant, n'a jamais voulu admettre l'imprescriptibilité de l'action en nullité ; la personne morale pourra toujours opposer à la demande en nullité la prescription trentenaire de l'article 2262. Cette prescription n'a pas pour effet de donner une existence légale à la convention prohibée, mais seulement d'anéantir toutes les actions tendant à en faire prononcer l'annulation ⁽¹⁴⁾.

⁽¹²⁾ Cassation, 19 décembre 1864 (D. P. 65.1.116). — Rouen, 24 mai 1865 (S. 65.2.268). — Toulouse, 11 juin 1874 (S. 74.2.201).

⁽¹³⁾ LAURENT, *op. cit.*, tome XI, n° 293. — De même DEMO-LOMBE, *op. cit.*, tome I, n° 691. — Dijon, 10 novembre 1908 (D. P. 1910.2.113).

⁽¹⁴⁾ Cassation, 11 novembre 1845 (S. 45.1.785). — 5 mai 1879 (S. 79.1.313 ; D. P. 80.1.145).

APPENDICE

Dons manuels irréguliers

Nous classerons en marge du régime normal des dons manuels, deux catégories de libéralités qui, bien qu'en empruntant la forme, ne constituent pas, à notre avis, de vrais dons manuels.

PARAGRAPHE I^{er}

LE DON MANUEL FAIT PAR INTERMÉDIAIRE AUX PERSONNES MORALES

Il s'agit d'une variété de dons manuels très importante, vue sa fréquence dans la pratique ⁽¹⁾. Elle se présente spécialement sous la forme de remise d'une somme à un tiers pour qu'il la distribue aux pauvres.

Cette opération est-elle valable en elle-même? Si oui, constitue-t-elle un vrai don manuel? C'est ce qu'il nous faudra examiner.

Dans la pratique, deux hypothèses se présentent: l'intermédiaire choisi sera un particulier ou une personne morale.

(1) Nous ferons des emprunts à la jurisprudence visant plus spécialement les legs, l'analogie est complète à ce sujet entre eux et les dons manuels.

1° L'INTERMÉDIAIRE EST UN PARTICULIER.

Le donateur peut charger un tiers de faire de sa part remise d'une somme à tels pauvres pris *ut singuli*. L'opération est valable, elle relève de la charité privée. « Le donateur aurait certainement eu le droit de distribuer lui-même ses aumônes, ce qu'il eût fait directement, il le fait par procureur » (2). La libéralité serait aussi valable que dans le cas où le donateur charge un particulier de remettre une somme à la Commission administrative d'un hospice ou au receveur du bureau de bienfaisance. Le don manuel par mandataire est admis. Mais il faut pourtant que le donateur connaisse le donataire, sinon la donation serait nulle comme faite à une personne incertaine.

Que penser, lorsque le tiers a été chargé de remettre une somme aux pauvres *en général* ou à certaines *catégories* d'indigents? Quelle valeur a cette clause? Le bureau de bienfaisance considéré comme représentant légal des pauvres a-t-il seul qualité pour recueillir les libéralités, ou peut-il laisser le tiers désigné par le donateur les distribuer?

Trois opinions sont en présence:

a) *La clause n'est pas illicite, mais elle n'est pas obligatoire.* Le bureau de bienfaisance aurait, dans ce cas, un pouvoir souverain de décision pour refuser plus ou moins l'immixtion du distributeur désigné. Ce sys-

(2) SELIGMAN : *L'Administration municipale et les Comités particuliers de bienfaisance.* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1880, p. 304.)

tème, rejeté par la jurisprudence, a été soutenu cependant par VUILLEFROY et LAURENT ⁽³⁾.

b) *La clause est illégale.* Par application de l'article 900 du Code civil, la clause tombe; mais elle seule, la libéralité demeurera et sera distribuée par le bureau de bienfaisance. L'emploi et la distribution des biens donnés ou légués aux pauvres rentrent dans la mission du bureau de bienfaisance: cette attribution touche à l'ordre public, nul ne peut y porter atteinte, sous peine de violer la loi ⁽⁴⁾. Il n'y a exception que dans le cas où le juge estime que la clause mentionnant le distributeur est, non une modalité de la libéralité, mais le motif impulsif et déterminant. (Le cas est assez fréquent lorsque le tiers choisi est un prêtre). Ce serait alors la disposition tout entière qui serait nulle ⁽⁵⁾.

La jurisprudence du Conseil d'Etat a admis ce système qui tend à établir un monopole au profit du bureau de bienfaisance. Il s'y est rallié dans ses avis; entre autres, dans celui du 7 juillet 1881 ⁽⁶⁾, par lequel il autorise le bureau de bienfaisance de Calais à accepter et à distribuer un legs fait aux pauvres à charge de distribution par le curé. Enfin, un décret du 14 février 1883, rendu en Conseil d'Etat ⁽⁷⁾, a accepté plusieurs libéralités, mais après en avoir supprimé la clause de distribution par le curé de la paroisse.

⁽³⁾ VUILLEFROY, *op. cit.*, p. 289. — LAURENT, *op. cit.*, tome XI, p. 306.

⁽⁴⁾ Dijon, 14 mai 1879 (D. P. 80.2.11).

⁽⁵⁾ Cassation, 20 novembre 1878 (S. 79.1.413). — 17 juillet 1883 (S. 84.1.305, note de LABBÉ). — DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome I, n° 207. — AUBRY et RAU, *op. cit.*, tome XI, p. 175... — Toulouse, 4 novembre 1890 (S. 91.2.151). — Paris, 27 juillet 1897 (S. 98.2.45).

⁽⁶⁾ D. P. 82.3.23.

⁽⁷⁾ *Journal des Conseils de Fabriques*, 3^e série, tome XIII, p. 48.

Ce système, à notre avis, est contraire à l'équité, car il ne tient pas compte de la volonté du disposant ⁽⁸⁾. De plus, le monopole conféré au bureau de bienfaisance ne repose sur aucune base légale.

Ajoutons que « cette doctrine est malheureuse. Car, tendant à laïciser la charité, elle décourage les bienfaiteurs et tarit les sources les plus fécondes des libéralités en faveur des pauvres » ⁽⁹⁾. Cette doctrine doit être abandonnée pour une autre plus libérale.

c) La clause chargeant le curé ou toute autre personne de distribuer la libéralité *n'est pas illicite*, car elle n'est pas contraire aux attributions du bureau de bienfaisance. Dès 1881, la Cour de Cassation avait reconnu la validité d'une clause stipulant que le titre de rente était immatriculé au nom du bureau de bienfaisance à charge pour lui de remettre au curé, sur simple quittance, les arrérages ⁽¹⁰⁾. Les Cours ont généralement suivi cet exemple ⁽¹¹⁾. La jurisprudence civile est définitivement fixée dans ce sens depuis un arrêt de la Cour de Lyon du 28 avril 1896 ⁽¹²⁾, confirmé par la Cour de Cassation ⁽¹³⁾. Elle est restée fidèle à cette conception, à condition que la distribution des revenus faite aux pauvres par le tiers n'enlève pas au bureau de bienfaisance son droit de surveillance; toute disposition con-

⁽⁸⁾ Voir critique de BERTHÉLEMY : *Droit administratif*, p. 652.

⁽⁹⁾ THÉRON : *Des personnes capables de recevoir des dons et legs au profit des pauvres* (thèse), Grenoble, 1904, p. 183.

⁽¹⁰⁾ Cassation, 22 août 1881 (S. 83.1.467).

⁽¹¹⁾ Limoges, 28 janvier 1889 (S. 91.2.149). — Paris, 23 janvier 1891 (S. 91.2.206). — Riom, 11 juin 1895 (S. 95.2.295). — Chambéry, 10 décembre 1894 (D. P. 95.2.291).

⁽¹²⁾ S. 1896.2.268.

⁽¹³⁾ Cassation, 21 avril 1898 (D. P. 98.1.455).

traire serait considérée comme nulle, d'une nullité radicale, puisque contraire « à l'ordre public et aux dispositions de la loi » (14).

L'administration, elle, refuse d'adhérer à ce système adopté par la jurisprudence civile (15) ; mais cette dernière triomphera toujours, car elle peut annuler la libéralité pour inexécution de la clause de distribution.

Faut-il prétendre cependant qu'une libéralité faite aux pauvres par l'intermédiaire d'un tiers constitue un vrai don manuel ? Sans aucun doute, on peut soutenir la négative. Quel serait, en effet, le bénéficiaire du don manuel ? Ce ne sont pas les pauvres, qu'ils soient pris *ut universi* comme personne morale (la somme est remise à leur représentant légal capable de recevoir en leur nom), ou qu'ils soient pris *ut singuli* (le tiers ne peut être considéré comme le mandataire de chaque pauvre en particulier). L'intermédiaire est-il le donataire ? Pour cela il faudrait le considérer comme gratifié *sub modo*, ce qui est contraire à la volonté du donateur. Le tiers n'est d'ailleurs pas enrichi par cette libéralité qu'il doit distribuer intégralement.

On a répondu à cela que le Code ne défendait pas de poursuivre dans une donation un autre but que l'enrichissement du donataire. Il y aurait ainsi donation avec charge de donner aux pauvres, charge pouvant même absorber toute la valeur de la donation. On serait alors en présence d'un quasi contrat (16) grevant le bénéficiaire de droit d'une véritable obligation de faire.

(14) Grenoble, 27 janvier 1903 (S. 1906.2.34).

(15) Avis, 30 mai 1907.

(16) AUDOIN : *Des dispositions en faveur des personnes incertaines* (thèse), p. 118.

En réalité, il s'agit d'un mandat. Mandat qui, suivant la subtile analyse de M. COLIN ⁽¹⁷⁾, n'est pas un « mandat d'effectuer des dons manuels au profit des malheureux, car aucun acte juridique n'existe entre le bienfaiteur et chaque pauvre, mais d'acquitter en son nom le devoir de morale imposé par les infortunes d'autrui ». Il y a plus exactement dépôt, avec mandat d'affecter la somme déposée à un emploi déterminé.

La détermination de la nature de cette opération avait une importance pratique : les résultats étant différents selon qu'on l'envisageait comme donation *sub modo* ou comme mandat. En effet, le donateur *sub modo* est dessaisi par la remise du don, il peut tout au plus en surveiller l'emploi. Le mandant, lui, pourra tant que le donataire n'aura pas complètement exécuté sa mission, le révoquer et reprendre les sommes non distribuées.

Si le donateur *sub modo* meurt ou est interdit avant la distribution complète, l'intermédiaire pourra néanmoins continuer à distribuer les sommes. Le mandataire, au contraire, devra restituer aux héritiers ou au tuteur les sommes restantes, car dans ces deux cas, en vertu des articles 1939-1940 et 2003 du Code civil, le mandat et le dépôt prennent fin.

La jurisprudence a adopté les deux opinions ; mais, chose curieuse, les décisions en sens contraire se rapportaient à des espèces qui semblaient identiques. Un arrêt de Douai du 31 décembre 1834 ⁽¹⁸⁾ voyait un mandat dans la remise d'une somme à un ministre du culte avec

⁽¹⁷⁾ COLIN, *op. cit.*, p. 154, note.

⁽¹⁸⁾ S. 35.2.215.

mission de la distribuer aux pauvres. Alors qu'un jugement du Tribunal de la Seine du 18 janvier 1884 décidait en faveur du curé de Saint-Etienne-du-Mont, contre l'Administration de l'Assistance Publique, que la remise à un prêtre de sommes destinées à des œuvres charitables ne constituait pas un mandat, « le contrat qui intervient alors est un véritable don manuel, les donateurs suivant par-dessus tout la foi du donataire quant à l'emploi des sommes données ».

C'est, nous semble-t-il, inexact. Il faut voir dans ce cas un dépôt avec charge. La même solution doit être apportée dans une hypothèse analogue, lorsque des sommes ont été remises pour des œuvres pies, entretien du culte... à un intermédiaire autre que le trésorier d'une association diocésaine. Cette association, pas plus que le bureau de bienfaisance, ne jouit d'un monopole. C'est ce qui a été jugé à propos d'une fabrique⁽¹⁹⁾. Dans ce cas, comme dans le précédent, il n'y a pas don manuel, mais dépôt avec charge.

2° L'INTERMÉDIAIRE EST UNE PERSONNE MORALE.

Il n'y a pas de difficulté, si la personne morale servant d'intermédiaire est affectée au même service que l'œuvre à gratifier. Le don manuel est valable. Il en est autrement lorsque la personne morale est étrangère à l'intérêt général représenté par le groupement à gratifier. Cela ne constitue pas un don manuel régulier. Nous nous heurtons ici au principe de la spécialité: les personnes morales sont incapables pour tout ce qui dépasse

(19) Paris, 23 novembre 1877 (D. P. 78.2.233).

leur mission. « C'est pour accomplir une fonction administrative que la vie civile leur a été donnée; au-delà de cette fonction, ils ne peuvent rien; ils n'ont droit à rien; ils ne sont rien » (20).

Est-ce un mandat? Non, car ce serait admettre que la volonté d'un particulier puisse élargir les attributions fixées par la loi. Il n'y a qu'à appliquer ici l'article 900 du Code civil. C'est ce qu'a fait la jurisprudence du Conseil d'Etat. D'après elle, la tradition opérée ne vaudra que comme constatation d'une offre à l'intérêt général. L'établissement public qui représente l'intérêt général visé dans la libéralité acceptera cette offre et lui conférera ainsi une valeur juridique (21). C'est pour cette raison que l'Assistance Publique pourra accepter un legs au profit des familles malheureuses, que la Chambre des notaires, légataire universelle, devait distribuer (22). La jurisprudence judiciaire est fixée dans le même sens que la jurisprudence administrative: elle a appliqué rigoureusement à cette matière l'article 900. Elle a même permis au bureau de bienfaisance d'accepter un legs au profit d'une catégorie de pauvres, alors qu'une disposition spéciale du testament l'avait expressément exclu de cette mission (23).

(20) BÉQUET : *Capacité des fabriques*. (*Revue générale de l'Administration*, 1881, tome III, p. 27.)

(21) Avis du C. E., 13 avril 1881 (D. P. 82.3.21). — 13 juillet 1881 (D. P. 82.3.23).

(22) 2 décembre 1881 (D. P. 82.3.21).

(23) Cassation, 14 juin 1875 (D. P. 76.1.132).

PARAGRAPHE II

LES LEGS VERBAUX

Une personne à l'article de la mort confie à un tiers, soit une somme d'argent, soit des valeurs mobilières, avec indication orale d'en faire bénéficier une personne morale, spécialement désignée.

La tradition ne s'opérant qu'ultérieurement, constitue-t-elle un don manuel soumis à l'article 910 du Code civil? Non, car à aucun moment il n'y a concours de volonté entre le donateur et le donataire. En effet, aucun objet n'est offert au consentement du donataire avant la mort du donateur; et, après la mort, sa volonté ne peut plus s'exprimer. C'est en ce sens que se sont décidés plusieurs arrêts de jurisprudence dans le cas, il est vrai, où le donataire était un particulier; la solution serait identique s'il s'agissait d'une personne morale⁽²⁴⁾.

On ne peut voir dans cette opération un mandat verbal de livrer une valeur mobilière à titre de donation. Le mandat, par application de l'article 2003 du Code civil, cesse à la mort du donateur. L'opération ne vaudrait pas plus comme mandat compliqué de dépôt: l'article 1939 du Code civil déclare, en effet, qu'à la mort du déposant, l'objet déposé doit faire retour à ses héritiers.

⁽²⁴⁾ Cassation, 16 août 1842 (S. 42.1.850). — Bordeaux, 8 août 1853 (S. 53.2.641). — Paris, 7 août 1872 (D. P. 74.1.481). — De même : AUBRY et RAU, *op. cit.*, tome VII, § 659, p. 580, note 18. — DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome III, n^{os} 66-67. — LAURENT, *op. cit.*, tome XII, n^o 293. — En sens contraire : Amiens, 16 novembre 1852 (S. 54.2.60).

Certains ⁽²⁵⁾ y voient un don manuel, acte *sui generis* ne relevant que du droit naturel. Aussi « ce qui importe ici, ce n'est pas le concours simultané, mais le concours véritable, à l'époque indiquée par le donateur, de sa volonté avec celle du donataire. Le droit des gens ne paraît rien demander de plus ». C'est oublier que le don manuel reste soumis aux règles de fond des donations, donc à l'obligation d'accepter la libéralité avant la mort du donateur. Admettre cette théorie serait d'ailleurs créer une source d'abus : l'acceptation serait souvent reculée indéfiniment après la mort du donateur. Ces inconvénients auraient été diminués, il est vrai, par le fait que les héritiers du donateur avaient un droit absolu pour retirer l'offre non encore acceptée. Ce serait alors soumettre à une course de vitesse la question de savoir si le don irait au donataire ou ferait retour aux héritiers du donateur.

Est-ce une libéralité testamentaire, sorte de legs particulier dont le représentant de la succession ferait délivrance au bénéficiaire de la somme ? L'admettre serait méconnaître les dispositions légales qui ont prescrit pour les dispositions testamentaires, même mobilières, des formes solennelles.

Pour nous, les legs verbaux constituent de simples charges d'hérédité, c'est-à-dire des obligations naturelles, civilement confirmées par leur exécution volontaire après la mort du disposant, conformément à l'article 1235, alinéa 2, du Code civil (une obligation naturelle peut servir de cause à un paiement volontaire, sans

(25) Voir Dalloz répertoire : dispositions entre vifs, n   375.

possibilité de répétition). Dès la remise de la somme, le bénéficiaire en devient propriétaire. De même l'obligation naturelle se transformera en obligation civile, si l'obligé fait une reconnaissance écrite de sa dette au profit de la personne morale (article 1331 du Code civil). Mais pour recueillir valablement la somme, la personne morale devra se faire autoriser ⁽²⁶⁾.

La jurisprudence administrative continue cependant à y voir un don manuel. Le Conseil d'Etat estime qu'il faut appliquer à la matière les règles relatives aux dons manuels faits par des anonymes ⁽²⁷⁾. C'est-à-dire : si les sommes données par legs verbaux ne doivent pas être distribuées immédiatement à leurs destinataires, le Gouvernement, sans statuer directement sur l'acceptation, autorisera l'emploi des sommes. Mais parfois, à plus juste titre, l'Administration juge que la libéralité doit être faite sous la forme ordinaire des donations : elle enjoint dans ce cas les héritiers à refaire sous cette forme la libéralité ⁽²⁸⁾.

⁽²⁶⁾ Montpellier, 30 janvier 1893 (D. P. 94.2.15). — DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome III, n° 37... — *Traité des contrats*, tome I, n° 351.

⁽²⁷⁾ Avis du 31 janvier 1888. REYNAUD : *Notes de jurisprudence*, p. 228.

⁽²⁸⁾ Avis du Conseil d'Etat, 5 novembre 1889. REYNAUD, *op. cit.*, *idem*.

DEUXIEME PARTIE

Régime d'exception

Le régime de liberté dont jouissait sous notre Ancien Droit les dons manuels aux personnes morales, a fait place à un régime restrictif de contrôle gouvernemental. Cette transformation s'est opérée, nous l'avons vu, sous l'influence de considérations d'ordre politique et d'ordre économique. Si, pour des raisons différentes, la nécessité de respecter ces motifs se fait sentir d'une façon plus rigoureuse; ou si, au contraire, elle supporte des atténuations, il en résultera ou un renforcement, ou une atténuation du contrôle administratif.

Ce sont tous ces cas que, sous le nom de régime d'exception, nous étudierons dans cette deuxième partie. Elle comporte deux chapitres :

1° Renforcement du contrôle, se traduisant par l'interdiction à la personne morale de recevoir des dons manuels ;

2° Indépendance accrue vis-à-vis de l'autorité supérieure, se traduisant par la dispense de recourir à l'autorisation administrative.

CHAPITRE I^{er}

Interdiction de don manuel

Le don manuel peut être interdit, soit en raison des personnes morales auxquelles il s'adresse, soit en lui-même, du fait des modalités qui l'affectent.

SECTION I

Interdiction ratione personae

Les groupements dépourvus de la personnalité civile ou qui ne possèdent, selon la formule consacrée: que la petite personnalité, ne peuvent recevoir des libéralités, même sous forme de dons manuels.

1° GROUPEMENTS DÉPOURVUS DE TOUTE PERSONNALITÉ CIVILE.

Nous rangeons dans cette catégorie les groupements encore inexistants comme les établissements à créer, ceux qui n'ont qu'une existence de fait, ceux qui ont une existence légale mais accompagnée d'une inexistence civile.

a) *Groupements inexistants: établissements à créer.*

Il ne peut y avoir de don manuel au profit d'un établissement à créer qui n'existe encore ni en fait, ni en

droit. La donation ne sera valable que lorsque l'établissement aura une vie juridique, qu'il sera donc apte à accepter une libéralité, à manifester la volonté nécessaire pour constituer le contrat.

L'opération ne peut même pas valoir en tant que don manuel au profit d'un tiers avec charge de créer l'établissement, que ce tiers soit un particulier ou une personne morale. Et cela pour deux raisons : le don manuel avec charge est interdit, comme nous le verrons dans la suite ; de plus, le bénéficiaire de la libéralité n'est pas en réalité le tiers, mais l'établissement non encore doté d'une existence légale, donc incapable de recevoir une libéralité quelle qu'elle soit ⁽¹⁾.

Il s'agissait, en l'occurrence, d'un don manuel de titres et de valeurs, fait par une personne à un prêtre, pour fonder une école libre de filles. La Cour a fait droit à la demande en restitution des héritiers du donateur ; et cela, parce que le vrai donataire, l'école libre, n'existait, lors de la donation, qu'à l'état de projet.

Nous n'insisterons pas davantage sur cette question, hors du sujet de cette étude, mais indiquée comme rappel. Les établissements à créer ne rentrent pas dans la catégories des personnes morales telles que nous les avons définies au début. Il en est de même des :

b) *Groupements à existence de fait.*

Nous entendons par là les groupements auxquels non seulement la loi a refusé la personnalité morale, mais

(1) Nancy, 6 février 1892 (D. P. 92.2.268). — De même : Cassation, 16 janvier 1907 (S. 1907.1.505).

que, bien plus, elle a déclarés illicites. Il s'agit des *congrégations non autorisées* (qu'elles n'aient pas demandé l'autorisation ou qu'elle leur soit refusée). Inexistantes aux yeux de la loi, ces congrégations ne peuvent recevoir des libéralités ⁽²⁾.

Les tribunaux ont annulé, et cela avec fermeté et d'une façon répétée, les libéralités ainsi faites aux congrégations non reconnues ⁽³⁾.

Il s'agit, là encore, d'une nullité d'ordre public qui ne peut être couverte par une ratification expresse ou tacite ⁽⁴⁾.

La raison de cette incapacité est que « l'existence de fait n'est pas attributive de la personnalité juridique, et pour les personnes morales aussi bien que pour les personnes physiques, c'est la personnalité seule qui les rend aptes à devenir le sujet d'une libéralité ⁽⁵⁾ ».

Si la congrégation non reconnue est incapable de recevoir une donation, il n'en est pas de même de ses membres qui, eux, gardent leur capacité. Cela dans la mesure où le religieux renversant la présomption d'interposition de personne qui pèse sur lui en vertu de l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, prouve qu'il est le véritable donataire ⁽⁶⁾.

(2) DEMOLOMBE : *Donations et testaments*, tome I, p. 588. — AUBRY et RAU, *op. cit.*, tome I, § 54, p. 279. — LAURENT, *op. cit.*, tome XI, p. 208, n° 161.

(3) Cassation, 28 mars 1859 (D. P. 59.1.442). — Cassation, 3 juin 1861 (D. P. 61.1.218). — Cassation, 13 juin 1870 (D. P. 70.1.349). — Avis du Conseil d'Etat, 16 juin 1881 (D. P. 82.3.21).

(4) Caen, 4 juillet 1906 (D. P. 1908.1.236).

(5) ZACHARIAE, *op. cit.*, tome V, p. 431.

(6) La question de l'interposition de personne sera traitée plus en détail dans la suite.

Qu'advierait-il si, postérieurement à la donation, la congrégation se faisait reconnaître? Cette reconnaissance validerait-elle rétroactivement la libéralité?

La Cour de Paris, dans un arrêt du 21 février 1879 (7), a décidé que « l'autorisation ne saurait avoir aucun effet rétroactif, et qu'une société (en réalité une congrégation) qui a reçu un legs ou fait une acquisition antérieurement à la loi qui la constitue, ne saurait en profiter malgré l'autorisation intervenue plus tard; ces principes ont été consacrés par un arrêt de la Cour de Paris du 12 août 1864 et par un jugement de la première Chambre de ce Tribunal en date du 9 novembre 1877 ».

C'est légitime. Soutenir le contraire serait soumettre les congrégations non reconnues à un régime de faveur: leurs vies illégales n'encourraient aucune sanction, une reconnaissance tardive validant tout.

Le don manuel ne serait valable que si, une fois la congrégation reconnue, le donateur réitérait son offre; mais on serait alors en présence d'un nouveau don manuel.

c) *Groupements licites, mais dépourvus de la personnalité civile.*

Il s'agit des *associations non déclarées*, mais reconnues légales par l'article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Si le fait de s'associer ne constitue plus un délit, le Gouvernement ne s'est pas départi de toute méfiance vis-à-vis des associations. Il prétend conserver sur elles un

(7) D. P. 79.2.233.

contrôle qui sera d'autant plus sévère qu'il leur aura laissé une liberté plus grande lors de leur formation. Les associations non déclarées qui ont reçu du fait même de leur constitution une vie légale, ne jouissent que d'une vie très rudimentaire. Elles ne peuvent, en effet, être le sujet actif ou passif d'aucun droit. Il leur est interdit de recevoir toutes donations, même sous forme de don manuel ⁽⁸⁾. Nous excepterons ce qui a été dit des associations de bienfaisance (loi du 14 janvier 1933) et pour le soulagement des souffrances nées de la guerre (loi du 30 mai 1916), qui jouissent d'une capacité spéciale.

Peut-on considérer comme valable une donation faite sous condition que l'association se fera reconnaître après coup? Avant la loi du 1^{er} juillet 1901, trois solutions différentes étaient apportées à ce problème. Elles visaient plus spécialement la matière des legs; mais, là encore, l'analogie avec les donations est telle que ce qui est dit des uns, peut s'entendre des autres.

Pour certains, tel Alfred GAUTIER ⁽⁹⁾, la libéralité, même suivie d'une reconnaissance ultérieure, est irrévocablement nulle. Le Conseil d'Etat a longtemps adopté cette opinion (avis du 18 avril 1834).

La Cour de Cassation se ralliait à un autre système qui distinguait suivant que la libéralité était faite directement à l'établissement non reconnu, ou s'adressait à un donataire capable, à charge d'en faire bénéficier le

⁽⁸⁾ Un groupement constitué par des amateurs de musique qui ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 1^{er} juillet 1901, ne peut même pas devenir propriétaire des partitions mises à la disposition des membres par l'un d'entre eux. Narbonne, 24 décembre 1925. D. H. 1926, p. 95.

⁽⁹⁾ *Revue critique*, 1877, p. 145.

dit établissement. La nullité était indiscutable dans le premier cas, alors que rien ne s'opposait à ce que, une fois reconnu, l'établissement réclamât l'exécution de la charge faite à son profit⁽¹⁰⁾. C'était également la doctrine enseignée par DEMOLOMBE⁽¹¹⁾ et AUBRY et RAU⁽¹²⁾.

La troisième thèse, soutenue par le Conseiller d'Etat MARGUERIE⁽¹³⁾, admise déjà par TROPLONG⁽¹⁴⁾, fut reprise par TISSIER⁽¹⁵⁾. MARGUERIE validait la libéralité, assimilant l'établissement non encore reconnu à un enfant conçu. « L'établissement qui pendant sa période de formation aura justifié des services qu'il était en état de rendre à la société, des ressources que la confiance publique lui aura confiées pour le remettre en état d'accomplir sa mission, sera réputé viable pour la vie civile, et il obtiendra la reconnaissance qui lui conférera la capacité exigée par l'article 906 du Code civil ».

Le Conseil d'Etat s'était rallié finalement à cette thèse, en admettant qu'un seul et même décret pouvait reconnaître un établissement et autoriser les libéralités antérieures⁽¹⁶⁾.

C'était à juste titre, car l'association « même non déclarée est par elle-même un groupement qui présente les caractères fondamentaux de la personnalité morale,

(10) Requêtes, 21 juin 1870 (D. P. 71.1.97).

(11) *Op. cit.*, tome I, n° 590.

(12) *Op. cit.*, tome X, § 649, p. 480... b.

(13) Etude sur les libéralités faites aux établissements non reconnus. *Revue critique*, 1878, p. 513.

(14) *Donations et testaments*, tome II, n° 612.

(15) *Op. cit.*, n° 120 *in fine*, 121.

(16) Note de la Section de l'Intérieur du 30 juillet 1884, citée par TISSIER, *op. cit.*, p. 175.

et à qui il ne manque, pour pouvoir figurer sur la scène juridique, qu'une condition extérieure et formelle, la reconnaissance... La reconnaissance est déclarative et non créatrice de la personnalité morale; et il n'y a aucune difficulté logique à la faire rétroagir » (17).

Il faut écarter l'objection du danger de voir la vie embryonnaire de l'établissement se prolonger d'une façon indéfinie, puisque la période d'incertitude sera restreinte au laps de temps, pratiquement assez court, qui séparera la libéralité de la reconnaissance de l'établissement. Cette solution offre en outre l'avantage de permettre des donations à une association intéressante qui avait négligé de se faire reconnaître, n'escomptant pas de ressources pécuniaires.

Une donation à un établissement sous condition qu'il se fasse reconnaître nous semble donc valable. Mais, ajoutons-le, cela ne doit s'entendre que des donations solennelles. Le don manuel, nous le verrons plus loin, ne peut être affecté ni de charge, ni de condition. De plus, une donation à laquelle est adjointe une condition de reconnaissance n'est valable que si l'établissement donataire a acquis la personnalité au moment de l'acceptation (18); or, il est impossible de dissocier, dans un don manuel, l'offre de l'acceptation: l'établissement incapable au moment de l'offre, le sera aussi lors de l'acceptation. Une donation sous condition de reconnaissance ne sera donc valable que sous forme notariée.

(17) MICHOD (partisan de la validité des libéralités sous condition de reconnaissance), *op. cit.*, tome I, p. 457. — Voir MASPÉTIOL et LAROCHE, *op. cit.*, p. 43.

(18) Voir HAURIOU, *op. cit.*, p. 1078, note 14.

2° ASSOCIATIONS POURVUES DE LA PETITE PERSONNALITÉ.

C'est le cas des *associations déclarées*. Excluons, là encore, les associations qui, soit par leur caractère de bienfaisance, soit par leur but qui est le soulagement des souffrances de la guerre, sont soumises respectivement aux lois du 14 janvier 1933 et du 30 mai 1916 qui leur assurent un régime de faveur. Par contre, les associations déclarées, dotées d'une capacité restreinte, ne peuvent recevoir aucune donation (article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901), exception faite, cependant, pour les subventions que peuvent leur accorder l'Etat, les départements et les communes, lorsque l'objet de l'association est de ceux pour lesquels il est permis d'affecter des ressources départementales ou communales. La prohibition de recevoir à titre gratuit est ici absolue; on peut en voir une preuve dans le rejet à la Chambre de l'amendement Baron, qui reconnaissait aux associations déclarées le droit de recevoir des souscriptions⁽¹⁹⁾, et au Sénat de l'amendement Riou qui leur permettait de recevoir des libéralités⁽²⁰⁾.

L'interdiction de recevoir des donations englobe les dons manuels. Il ne faut pas y voir une exception dans le droit qu'ont les associations déclarées de recueillir les cotisations de leurs membres. Nous ne considérons pas comme des dons manuels ces cotisations destinées à faire face aux dépenses sociales et qui constituent souvent

(19) *Journal Officiel*, 6 février 1901. Débat de la Chambre, p. 317.

(20) *Idem*, 18 juin 1901. Débat du Sénat, p. 900...

pour les associés la contre-partie d'avantages moraux, intellectuels (droit d'entrée à des conférences...) et surtout pécuniaires (réduction dans des magasins affiliés à l'association, sur les chemins de fer lors d'excursions collectives...). C'est pourquoi, si la loi a laissé libre le taux des cotisations, elle a eu soin de fixer à un maximum de 500 francs leur rachat. Cette anomalie, explique Waldeck-Rousseau à la séance du 17 juin 1901 ⁽²¹⁾, repose sur ce fait que le rachat est plus à craindre qu'un acte annuel soustrait à « toute pression morale et toute surprise », car le rachat peut constituer un don manuel important; c'est ce qu'on a voulu éviter en lui fixant un maximum.

Pour la même raison, les cotisations doivent être régulièrement payées par les associés. Elles doivent être réglées au moins annuellement; c'est l'avis de MM. TROUILLOT et CHAPSAL ⁽²²⁾ et MARGAT ⁽²³⁾. Ils le déduisent de la permission octroyée par l'article 4 de la loi du 1^{er} juillet 1901 aux associés de se retirer « après paiement des cotisations de l'année échue et de l'année courante ». Si les cotisations non régulièrement versées s'élevaient à un taux important, l'autorité judiciaire pourrait en prononcer la nullité, les considérant comme des dons manuels ⁽²⁴⁾.

Des auteurs ⁽²⁵⁾ concluent de ce que dans l'article 6, les mots « acquérir à titre onéreux » se détachent du

⁽²¹⁾ *Idem*, 18 juin 1901. Débat du Sénat, p. 904.

⁽²²⁾ TROUILLOT et CHAPSAL : *Du contrat d'association*, p. 94.

⁽²³⁾ MARGAT : *Revue trimestrielle*, 1907, p. 28.

⁽²⁴⁾ MARGAT, *idem*.

⁽²⁵⁾ PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, tome XI, p. 384. — DEMOGUE : *Revue trimestrielle*, 1931, p. 6.

reste du texte, qu'une personne pourrait gratifier d'une somme ou de biens en nature une association déclarée, si elle en retirait un avantage économique ou moral équivalent. Là encore il n'y a pas en réalité exception à la loi : l'opération se révèle à l'analyse, non comme un don manuel, mais comme un contrat à titre onéreux.

Que penser d'une donation faite à une association déclarée, à condition qu'elle se fasse reconnaître d'utilité publique ? Si nous avons admis la validité d'une telle libéralité, quand le bénéficiaire était une association privée de la personnalité civile, à plus forte raison l'admettrons-nous lorsqu'il s'agit d'une association déclarée. Ces associations, en effet, « sont investies par la loi d'une capacité juridique ; il leur est licite d'avoir un patrimoine distinct de celui des associés, et la reconnaissance d'utilité publique a surtout pour but de leur permettre de développer ce patrimoine par des dons et legs » (26).

Mais, là encore, tout en reconnaissant la validité d'une telle libéralité faite sous forme de donation solennelle, nous considérerons comme nul un don manuel sous condition de reconnaissance d'utilité publique. Et cela toujours pour les mêmes raisons : le don manuel ne convient qu'au transfert de propriété pur et simple, exempt de modalités — l'établissement sera toujours incapable lors de l'acceptation du don manuel.

3° LES ASSOCIATIONS CULTUELLES.

Nées de la loi du 9 décembre 1905, ces associations n'ont jamais été adoptées sous leur forme primitive que

(26) TROUILLOT et CHAPSAL, *op. cit.*, p. 119. — En ce sens : BERTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 335, note.

par les cultes protestant et israélite. Créées pour subvenir aux frais et à l'entretien du culte (rôle économique), mais aussi pour subvenir à l'exercice public d'un culte, leur but peut s'interpréter « comme remettant la direction disciplinaire du culte et de l'Eglise à l'assemblée des fidèles, représentée par l'association culturelle » (27). Ce type d'association était contraire au principe hiérarchique de l'Eglise catholique; l'Eglise de France reçut du Saint Siège par l'Encyclique *Gravissimo Officii* (10 août 1906), l'interdiction de se soumettre à la loi nouvelle. A la suite de tractations entre le Gouvernement et le Saint Siège, une entente naquit (28). Un projet de statut d'associations, dites diocésaines, fut présenté par Rome au Gouvernement français en 1923. Ces associations, dont la légalité des statuts a été affirmée par deux consultations officielles de trois jurisconsultes et un avis du Conseil d'Etat du 13 décembre 1923, furent autorisées par le Pape par l'Encyclique *Maximam gravissimamque* du 18 janvier 1924. Leur but est défini par l'article 2 des statuts-types. Ces associations sont fondées pour « subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'évêque, en communion avec le Saint Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique ».

Qu'il s'agisse des associations culturelles pour les cultes protestant et israélite, ou des associations diocésaines pour le culte catholique, la capacité est identique. Ces

(27) HAURIOU, *op. cit.*, p. 643.

(28) Voir sur la question : SALEILLES, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 846...

associations jouissent d'un régime de faveur par rapport aux associations déclarées ; à leur égard, le principe de la prohibition de recevoir des dons manuels a perdu de sa rigueur. Par exception au droit commun des associations non reconnues d'utilité publique fixé par la loi du 1^{er} juillet 1901, titre I, ces associations peuvent, conformément à l'article 19, § 4, de la loi de 1905, faire des quêtes et collectes, recueillir le produit des troncs à montant illimité, mais uniquement « pour les frais du culte » ou selon l'expression, synonyme d'ailleurs, employée par les statuts-types, « pour les besoins de l'association ». Puisqu'il s'agit d'une exception au droit commun, faut-il interpréter restrictivement l'expression « frais du culte » ? Les commentateurs de la loi de 1905 l'ont entendu très largement, y englobant tous les frais nécessités par l'objet de l'association, c'est-à-dire : les dépenses pour les cérémonies du culte, l'entretien des locaux du culte, d'une maîtrise, des ministres du culte, les frais d'une prédication... Y rentrent aussi les recettes produites annuellement par les quêtes pour le denier du culte.

Ayant ainsi délimité l'objet des quêtes permises à ces associations, il faut préciser les lieux où elles ont le droit de s'effectuer. Dans les édifices religieux, c'est certain. Mais pour deux raisons on a dû étendre hors de ces édifices la permission de quêter. C'est d'abord par un souci de logique : on ne peut restreindre à certains endroits le droit de faire des quêtes pour frais du culte, alors que tout local, moyennant déclaration préalable, peut servir à l'exercice du culte. Vient s'y adjoindre une raison pratique : la prohibition des quêtes hors

des édifices du culte serait restée vaine. Il est, en effet, impossible de saisir cette catégorie de dons manuels ; il est injuste, de plus, d'empêcher les malades, les infirmes, voire même les sympathisants d'une religion non pratiquants de participer à l'entretien du culte. Les quêtes peuvent donc s'effectuer même à domicile (ce qui a lieu spécialement pour le denier du culte).

Les associations cultuelles et diocésaines pourront, bien entendu, recevoir, outre les cotisations et leur rachat conformément à l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (la similitude est sur ce point complète avec les associations déclarées), les rétributions des cérémonies et services religieux. Il n'y a pas là, en effet, libéralité, mais « rémunération d'un service demandé et reçu » (29). Le bénéfice moral que les fidèles en retirent en font un contrat commutatif ; si ce caractère faisait défaut, la rémunération qui cacherait une véritable libéralité serait annulable.

SECTION II

Interdiction ratione materiae

Toutes les personnes morales ne peuvent recevoir un certain nombre de dons manuels, soit à cause de la forme sous laquelle ils se présentent, soit à cause des modalités dont ils sont affectés.

(29) D. P. 1906.4.21, note 19, n° 7 A.

PARAGRAPHE I

Don manuel par personne interposée

Il y a interposition de personne lorsque le véritable bénéficiaire se trouve être, non celui qui reçoit la donation, mais une autre personne à laquelle le bénéficiaire apparent doit remettre les biens.

Faut-il y voir toujours une disposition prohibée d'une façon absolue, indépendamment d'une intention frauduleuse, ce qui est très rare? La personne morale étant incapable de recevoir, ou de recevoir sans autorisation, l'interposition sert à gratifier un incapable, et par là, à rendre illusoire le contrôle administratif ^(29 bis). C'est la violation d'une loi d'ordre public. Il faudra donc annuler toute donation par personne interposée, en application de l'article 911 du Code civil ⁽³⁰⁾.

On pourrait répondre qu'en définitive la loi n'est pas violée: lorsque l'établissement recevra la somme des mains du tiers interposé, il restera toujours soumis à l'obligation de l'autorisation: l'article 910 du Code civil sera respecté. La donation par personne interposée est valable dans la même mesure et pour les mêmes motifs que la donation par intermédiaire.

L'autorisation interviendra peut-être, c'est exact. Mais elle ne sera plus accordée en connaissance de cause. Un des éléments sera toujours contrôlable: l'enrichissement de la personne morale. Mais il sera impossible

(29 bis) BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 135.

(30) DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome I, p. 627. — GAILLARD, *op. cit.*, p. 83.

d'apprécier la fortune du donateur inconnu, l'évaluation ne pouvant s'effectuer en l'occurrence que sur la fortune et la famille du tiers interposé.

Aussi « les donations faites par personne interposée devront donc, à notre avis, être toujours annulables, alors même que le donateur n'aurait eu nullement l'intention d'échapper à la surveillance administrative » ⁽³¹⁾.

Il s'agit d'une nullité d'ordre public qui ne peut être confirmée, ni expressément, ni tacitement ⁽³²⁾. Toute libéralité faite par personne interposée au profit d'un incapable est nulle, aussi bien dans le cas d'un don manuel que d'une donation solennelle ⁽³³⁾.

Pour faire annuler la donation, il faut prouver cette interposition de personne. Elle « peut être établie par tous genres de preuve » ⁽³⁴⁾, nous dit la jurisprudence. Mais que prouver? Suffit-il d'établir une communauté d'idées et de sentiments entre le donataire apparent et le donataire réel? ⁽³⁵⁾. Cela ne nous semble pas suffisant. Faut-il prouver la connivence du bénéficiaire apparent et du donateur? Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu entre eux concert frauduleux, l'interposition de personne existe même si le donateur n'a pas trouvé un complice dans la personne du tiers chargé de remettre le don à l'incapable ⁽³⁶⁾. La bonne foi du donataire apparent ne rentre

⁽³¹⁾ CHAPERON, *op. cit.*, p. 149.

⁽³²⁾ Cassation, 2 juin 1902 (S. 1905.1.218).

⁽³³⁾ Nancy, 6 février 1892 (D. P. 92.2.268).

⁽³⁴⁾ Cassation, 3 juin 1861 (S. 61.1.615). — De même : Agen, 1^{er} avril 1867 (S. 67.2.175). — Grenoble, 6 avril 1881 (S. 82.2.13).

⁽³⁵⁾ DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome I, n° 640.

⁽³⁶⁾ BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *op. cit.*, tome I, n° 541. — TROPLONG, *op. cit.*, tome II, n° 704. — LAURENT, *op. cit.*, tome XI, n° 413. — Cassation, 15 février 1892 (D. P. 92.1.360).

pas en ligne de compte, il suffit qu'il soit dans la pensée du donateur « un agent de liaison » entre lui et le donataire réel ⁽³⁷⁾.

Nous estimons que pour faire la preuve complète de l'interposition de personne, quatre éléments sont à démontrer :

1° *le concours de trois personnes* dans l'opération : à savoir, le donateur, le donataire apparent, le donataire réel ;

2° *l'incapacité du donataire réel*. Que faut-il entendre par là ? L'interposition de personne peut avoir pour but de déjouer plusieurs prohibitions de la loi. Elle peut vouloir : soit gratifier un établissement incapable de recevoir une libéralité ⁽³⁸⁾, soit soustraire une libéralité à l'autorisation ⁽³⁹⁾, soit de frauder les règles sur la spécialité ; c'est le cas d'une donation à un établissement capable de recueillir les sommes données en raison de leur destination, mais pour en faire profiter un autre établissement incapable, lui, de recevoir directement cette libéralité hors de ses attributions (le principe de la spécialité ne s'appliquant qu'au cas de donation avec charge, ne trouve pas place dans la matière des dons manuels) ;

(37) Paris, 8 novembre 1924 (D. P. 24.2.158, note A. L.). — PLANIOL : *Droit civil*, tome III, n° 2985. — PONT : *Revue de législation*, 1847, p. 290...

(38) Cas d'une congrégation non reconnue : Cassation, 8 juin 1912 (D. P. 1914.1.153).

(39) Cassation, 3 mars 1880 (S. 81.1.423). — Cassation, 16 janvier 1907 (S. 1907.1.505).

3° *la pensée chez le donateur de gratifier un autre que le donataire apparent;*

4° *l'obligation morale pour celui-ci de remettre la somme au donataire réel.*

L'élément le plus important de la preuve sera l'intention de gratifier la personne morale elle-même. Si l'analyse de la pensée du donateur révélait au contraire l'intention de donner aux membres eux-mêmes, le don manuel serait à l'abri de la critique. Ainsi il arrive souvent que l'on donne à des ordres mendiants des provisions ou de l'argent. Le religieux qui les reçoit n'est certainement que le représentant de la communauté. Reste à savoir si le don manuel est adressé à la communauté elle-même ou à ses membres. Dans ce cas, « les donateurs n'ont pas voulu enrichir la personne morale qui s'appelle l'ordre, ni constituer un bien de mainmorte. Ils ont seulement pourvu aux besoins quotidiens des religieux ou des religieuses; souvent même, un motif personnel d'affection pour tel ou tel religieux qu'ils connaissent aura déterminé leur générosité. C'est donc bien à la personne des religieux que la libéralité s'adresse » ⁽⁴⁰⁾. Le don manuel sera alors valable.

Avant la loi du 1^{er} juillet 1901, le fait pour le bénéficiaire d'être membre ou directeur d'une congrégation religieuse fournissait un indice d'interposition en faveur de la communauté: cela n'avait rien d'une présomption légale ⁽⁴¹⁾. Vint la loi du 1^{er} juillet 1901 qui établit,

⁽⁴⁰⁾ RAVELET : voir BRESSOLES : *Théorie et pratique des dons manuels* (Paris, 1885), p. 249.

⁽⁴¹⁾ Cassation, 3 juin 1861 (D. P. 61.1.218). — Lyon, 10 janvier 1882 (D. P. 83.2.231).

dans son article 17, une présomption d'interposition de personnes au profit des congrégations religieuses, en la personne des associés, à moins que le bénéficiaire de la libéralité ne soit l'héritier en ligne directe du donateur. L'interprétation de l'article 17 a été sujet à controverse. Certains tribunaux ⁽⁴²⁾ le considérant comme une exception notable au droit commun, l'interprètent restrictivement. De plus, constatant la solidarité étroite qui existe entre lui et l'article 18, ils n'appliquent la présomption de l'article 17 qu'aux congrégations non autorisées. L'examen préparatoire des lois du 1^{er} juillet 1901 et du 7 juillet 1904 le confirme, dit-on ⁽⁴³⁾. La circulaire du 17 juillet 1825, article 12, prouve que la loi du 24 mai 1825, charte des congrégations de femmes autorisées, applique aux religieuses le droit commun des donations, dès lors un texte bien formel pouvait seul les englober dans la présomption légale de personne interposée. Certaines Cours et la Cour de Cassation ⁽⁴⁴⁾, au contraire, appliquent indifféremment l'article 17 aux congrégations autorisées ou non. D'après elles, la loi de 1901 constitue le droit commun des congrégations et l'article 17 s'exprime en termes généraux. Nous adopterons cette deuxième interprétation, nous ralliant en cela à M. BEUDANT ⁽⁴⁵⁾, qui n'établit pas de distinction.

⁽⁴²⁾ Limoges, 28 décembre 1904 (D. P. 1906.2.252). — Répertoire du droit français : FUZIER-HERMAN, supplément, tome IV, p. 92.

⁽⁴³⁾ Voir Ch. des députés, séances des 11 mars 1901 et 11 février 1904. *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 1901, p. 48 ; 1904. p. 728.

⁽⁴⁴⁾ Requêtes, 28 décembre 1908, Civ., 8 juin 1912 (D. P. 1914.1.153).

⁽⁴⁵⁾ BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 141.

Pour faire annuler la donation, le demandeur n'a plus qu'à établir que le tiers bénéficiaire est une personne visée par l'article 17. Le donataire pourra cependant renverser la présomption en prouvant par tous moyens qu'il est le vrai donataire. L'article 17 constitue une dérogation aux principes généraux du droit civil en matière de présomptions. L'article 1352 du Code civil, dans son alinéa 2, classe dans les présomptions absolues celles qui servent de base à la loi lorsqu'elle « annule certains actes ». La présomption de l'article 17 est simplement relative, pour éviter que les membres des congrégations se voient pratiquement frappés d'une incapacité absolue de recevoir.

La simple attestation du donateur ou de la congrégation de la sincérité des dires du religieux donataire ne pourrait être retenue par les tribunaux; ce serait un moyen trop simple de tourner les prohibitions légales.

La présomption ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire est l'héritier en ligne directe du donateur.

Que faut-il entendre par l'héritier en ligne directe: est-ce la vocation héréditaire ou le fait de recueillir effectivement la succession? Il faut, nous semble-t-il, prendre l'expression dans son sens large, et y englober tous les ascendants et descendants ayant la vocation héréditaire. Cela pour deux raisons: tout d'abord parce que l'expression introduite en faveur des héritiers en ligne directe est basée sur l'affection présumée des membres d'une même lignée, qu'ils héritent ou non les uns des autres; ensuite pour une raison pratique: le sort de la donation resterait en suspens jusqu'à la mort du donateur.

Telle est la présomption légale de l'article 17, qui, précisons-le, ne vise que les congrégations religieuses et reste inapplicable aux autres associations.

Faut-il appliquer à notre matière les autres présomptions légales d'interposition de personne? Celles posées par l'article 911 *in fine* et 1100 du Code civil sont étrangères à la question : une personne de mainmorte ne peut avoir ni parent, ni conjoint.

En dehors du cas d'application de la présomption légale de l'article 17, les juges du fond jouissent d'un pouvoir souverain d'appréciation afin de savoir s'il y a ou non personne interposée ⁽⁴⁶⁾.

PARAGRAPHE II

Don manuel anonyme

L'interdiction des dons anonymes se conçoit en théorie; elle est d'ailleurs proclamée dans certains documents officiels. La prohibition est explicite dans un avis du Conseil d'Etat du 17 septembre 1830 ⁽⁴⁷⁾. « Si le donateur voulait rester inconnu, l'Administration supérieure étant dans l'impossibilité de vérifier si la libéralité surpasse la portion disponible, devrait refuser son autorisation. La publicité donnée par l'ordonnance à la donation et au nom du donateur est d'ailleurs le seul moyen qui permette aux intéressés d'attaquer la libéralité s'il y a lieu ». Confirmation fut donnée par une circulaire

⁽⁴⁶⁾ 7 février 1912 (D. P. 1912.1.433 ; S. 1914.1.307).

⁽⁴⁷⁾ Cité par VUILLEFROY, *op. cit.*, p. 282, note A.

ministérielle du 10 avril 1862 ⁽⁴⁸⁾ qui s'exprime dans le même sens et d'une façon plus explicite encore : « Si la forme du don manuel peut être envisagée comme licite, c'est à la condition que le donateur sera désigné et connu. Tout don manuel anonyme ne peut être autorisé. »

La cause de cette interdiction provient de ce fait que, si le Gouvernement peut apprécier l'enrichissement de l'établissement donataire connu de lui, il ne peut évaluer l'appauvrissement corrélatif du donateur inconnu. C'est l'argument invoqué par l'avis de la Section de l'Intérieur du Conseil d'Etat du 1^{er} février 1888 ⁽⁴⁹⁾. « Considérant que, d'après une jurisprudence constante rappelée par la circulaire ministérielle du 10 avril 1862 (avis des 17 septembre 1830, 22 septembre 1830, 28 janvier 1840, 25 janvier et 25 juillet 1882, 19 février 1884), l'acceptation des libéralités de cette nature ne peut être autorisée; qu'en effet, pour exercer le droit de contrôle qu'il tient de l'article 910 du Code civil, le Gouvernement a le devoir de vérifier la situation de fortune et de famille du donateur; que cette vérification est impossible quand il s'agit de don anonyme. »

Mais sur ce terrain, comme sur bien d'autres d'ailleurs, se manifeste l'œuvre de la coutume; prenant en considération les nécessités de la pratique, elle a assoupli la rigueur des principes juridiques. Les dons manuels anonymes, interdits en théorie, sont tolérés par le Con-

⁽⁴⁸⁾ GAILLARD, *op. cit.*, p. 122 *in fine*.

⁽⁴⁹⁾ BÉQUET, *op. cit.*, tome XII, p. 308, n° 352.

seil d'Etat; il n'a pas cependant abdiqué complètement, car sa tolérance est empreinte de méfiance ⁽⁵⁰⁾.

Pratiquement, ces dons anonymes peuvent se présenter sous deux aspects, selon qu'ils sont effectués par le donateur lui-même ou que ce dernier reste inconnu, la somme se trouvant transmise à l'établissement bénéficiaire par des voies secrètes.

1^{er} CAS. — *Le donateur révèle son nom au donataire en demandant qu'il reste secret.* Il y aurait excès, dans ce cas, à annuler la libéralité. L'établissement gratifié peut révéler d'une « façon officieuse », suivant l'expression de BRESSOLES ⁽⁵¹⁾, le nom du donateur. L'autorité administrative aura dès lors la faculté de faire une enquête sur la fortune de ce dernier, sa situation de famille et même d'arriver à connaître les motifs de cet anonymat (vérifier si son intention n'était pas frauduleuse). La volonté du donateur sera respectée, la divulgation de son nom ne pourra lui faire perdre le mérite de sa charité, puisque l'autorisation accordée par l'autorité administrative ne mentionnera pas le nom du donateur.

2^e CAS. — *L'anonymat existe même à l'égard de l'établissement donataire.* Le don manuel affectera la forme d'argent envoyé sous pli anonyme, de titres remis au receveur d'un hospice par un mandataire qui se refuse à révéler le nom du donateur... Théoriquement, la donation devrait être nulle. Mais devant les difficultés qu'entraînerait l'application d'une telle sanction, la jurispru-

(50) C'est à cause de cette interdiction théorique que nous avons classé parmi les dons manuels prohibés, le don anonyme.

(51) BRESSOLES, *op. cit.*, p. 244.

dence du Conseil d'Etat s'est départie de sa rigueur. Que faire, en effet, de ces sommes ou des titres si l'on annule la donation? On ne peut les laisser aux mains du donataire, ni les restituer au donateur inconnu. Reste une solution : les attribuer à l'Etat. Mais ce serait alors constituer une spoliation, car on n'est pas en présence de biens vacants. Le donateur n'avait pas plus l'intention de les attribuer à l'Etat que de les abandonner, puisqu'il leur avait fixé une destination.

Devant ces inconvénients, la jurisprudence a préféré valider l'opération. Le Conseil d'Etat n'a pas complètement abdiqué; s'il n'autorise pas l'établissement donataire à accepter le don, il consent, néanmoins, au placement des fonds ⁽⁵²⁾. Pratiquement, l'approbation de l'emploi de la somme constitue, pour la personne morale, l'autorisation implicite d'accepter la donation ⁽⁵³⁾. Elle est généralement accordée dans ces termes : « L'établissement... est autorisé à placer en rentes sur l'Etat une somme de... existant dans sa caisse » ⁽⁵⁴⁾.

De cette façon, l'article 910 du Code civil est respecté et l'établissement gratifié est capable d'accepter la donation comme s'il y avait été autorisé.

⁽⁵²⁾ Notes de la Section de l'Intérieur, 29 octobre 1879 et 13 mai 1891. *Répertoire Béquet*, tome XII, n° 352, p. 309.

⁽⁵³⁾ Avis de la Section de l'Intérieur, 25 janvier 1882 (fabrique de Trébons), 14 avril 1886 (fabrique de Saint-Ausone à Angoulême), 1^{er} février 1888 (fabrique de Barbezieux). — REYNAUD, *op. cit.*, p. 231.

⁽⁵⁴⁾ Note de la Section de l'Intérieur, 29 octobre 1879 (fabrique de Castelnau). — Projet des décrets : 19 juillet 1882 (fabrique de Clermont), 30 janvier 1889 (fabrique de Plœzal), 13 mai 1891 (fabrique Saint-Pierre à Toulouse), 7 août 1896 (fabrique Saint-André). — REYNAUD, *idem*.

Mais il faut reconnaître que cette solution présente aussi des inconvénients : elle n'offre pas les mêmes garanties que celles que procure l'application rigoureuse de l'article 910 du Code civil. L'approbation administrative est octroyée sans examen sérieux préalable de la fortune de la famille du donateur, des raisons parfois illicites de son anonymat.

De qui émane l'approbation ? Il fut d'abord admis qu'elle provenait du préfet, « un arrêté préfectoral est toujours suffisant et un décret ne serait nécessaire qu'autant qu'il y aurait lieu d'autoriser simultanément l'acceptation du don anonyme et le placement en rentes sur l'Etat de la somme qui en provient » ⁽⁵⁵⁾. Mais une dépêche du ministre des cultes, datée du 28 mai 1878 ⁽⁵⁶⁾, décida « qu'au-dessus de 1.000 francs, il est indispensable qu'il intervienne un décret pour statuer sur le placement et autoriser ainsi implicitement le don anonyme ».

Malgré tout, l'Administration a toujours vu avec défaveur les dons anonymes : une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 14 juillet 1846 ⁽⁵⁷⁾ recommandait même la prudence au préfet devant approuver les dons anonymes. Il semble même que la jurisprudence ait eu parfois des doutes sur l'exactitude de son système et des hésitations à le maintenir. On pourrait n'en voir qu'une preuve dans une note de la Section de l'Intérieur du

⁽⁵⁵⁾ Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Ain, 15 mars 1869. *Journal des Conseils de Fabrique*, 3^e série, tome I, p. 85.

⁽⁵⁶⁾ *Journal des Conseils de Fabrique*, 3^e série, tome X, p. 255.

⁽⁵⁷⁾ *Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur*, 1846, p. 246.

19 juin 1894 ⁽⁵⁸⁾, s'exprimant en ces termes: « Tout en adoptant le projet de décret relatif à la libéralité faite à l'œuvre des orphelins d'Orange, a cru devoir substituer à l'expression: don anonyme, celle de don manuel. Cette modification de rédaction a l'avantage de laisser intacte la question de savoir si un établissement public ou d'utilité publique peut être autorisé à recevoir des libéralités anonymes ».

PARAGRAPHE III

Don manuel avec charge, condition ou réserve d'usufruit

Une charge adjointe à un don manuel effectué à une personne morale revêt un caractère spécial. Alors qu'en droit commun la charge est imposée au donataire en vue de la satisfaction d'un intérêt privé, ici c'est l'intérêt général qui est en jeu. Autre différence: minime généralement, lorsque le donataire est un particulier, la charge va jusqu'à absorber la libéralité tout entière, lorsque le donataire est une personne morale. Enfin, dans le cas qui nous occupe, l'exécution de la charge est affectée d'un caractère de durée indéfinie.

Précisons la notion de don manuel avec charge. Pour cela, nous le différencierons de la simple indication d'affectation déterminée. C'est ainsi qu'on ne peut considérer ni comme une condition, ni comme une charge, la désignation d'une catégorie de pauvres à secourir avec l'argent donné ⁽⁵⁹⁾. Mais il faut entendre par donation

⁽⁵⁸⁾ *Répertoire Béquet*, tome XII, n° 352, p. 309.

⁽⁵⁹⁾ *Mémorial des Percepteurs*, 1868, p. 550.

avec charge, la remise d'une somme pour constituer une fondation ; ou, en d'autres termes, le don assigné par le donateur à un but déterminé avec un caractère de durée, parfois même de perpétuité.

Le don manuel avec charge est-il valable ? C'est là encore, et mieux peut-être, qu'apparaît la différence entre le don manuel à un particulier et celui adressé à une personne morale. Le contrôle administratif domine toute notre matière ; c'est en considération des dangers que présente le don manuel avec charge qu'il l'a sanctionné de nullité. Il est nécessaire que la charge soit, préalablement à l'autorisation, consignée par celui qui a reçu les fonds, dans un acte authentique ⁽⁶⁰⁾. Quels sont les intérêts que la jurisprudence a voulu ainsi sauvegarder ? D'abord les intérêts de l'Etat : le contrôle administratif ne pourra pleinement s'exercer que sur les donations selonnelles où l'importance et la nature des charges assumées à la personne morale seront mentionnées ⁽⁶¹⁾. La jurisprudence a voulu sauvegarder aussi les intérêts du donateur : un acte authentique peut seul assurer l'exécution de la volonté du disposant et l'accomplissement des charges qu'il impose parfois même avec un caractère de perpétuité ⁽⁶²⁾.

Aucun de ces dangers n'est à craindre lorsque le don manuel avec charge s'adresse à un particulier. Aussi la

⁽⁶⁰⁾ Note de la Section de l'Intérieur, 5 août 1895 (donation Barthel). — REYNAUD, *op. cit.*, p. 232.

⁽⁶¹⁾ Amiens, 15 mars 1906 (D. P. 1907.2.115).

⁽⁶²⁾ Décision du Ministre de l'Intérieur, 23 septembre 1870. *Mé-morial des Percepteurs*, 1872, p. 556.

jurisprudence l'a-t-elle validé en se basant sur le principe de la liberté des conventions ⁽⁶³⁾.

La jurisprudence avait d'abord appliqué la même solution au don manuel avec charge effectué à une personne morale. En ce sens, un arrêt de la Cour de Paris du 12 janvier 1835 ⁽⁶⁴⁾ validait un don manuel de 3.700 francs fait à un séminaire, à charge de servir une rente viagère au donateur. Cette opinion ne devait pas prévaloir, et dès 1847 ⁽⁶⁵⁾, le *Mémorial des Percepteurs*, organe officieux de l'Administration, exigeait que la libéralité avec charge revête la forme d'une donation authentique. Un avis du Conseil d'Etat du 5 décembre 1850, confirmant la thèse du *Mémorial des Percepteurs*, refusait aux hospices d'Auray d'accepter un don manuel de 4.000 francs pour fondation de lit; et cela parce que, « dès qu'il y a lieu de se demander si un acte auquel figure un établissement public contient bien une donation à son profit (en raison des charges qu'il contient), l'intérêt de l'établissement exige que cet acte soit passé devant notaire ».

Cette jurisprudence fut consacrée par deux circulaires: l'une du ministre des cultes, du 10 avril 1862, l'autre du Ministre de l'Intérieur du 18 octobre 1862 ⁽⁶⁶⁾, cette dernière plus explicite encore. Elles déclarent qu'à peine de nullité les donations faites avec charges ou conditions doivent être constatées par acte authentique

⁽⁶³⁾ Cassation, 11 août 1880 (S. 81.1.15).

⁽⁶⁴⁾ D. P. 1835.2.46.

⁽⁶⁵⁾ *Mémorial des Percepteurs*, 1847, p. 108.

⁽⁶⁶⁾ S. 1863.2.272.

et soumise à l'application des articles 910 et 937 du Code civil, sans que la valeur plus ou moins grande de la somme donnée soit prise en considération ⁽⁶⁷⁾.

Revêtue de la forme authentique, la donation pourra être accompagnée de toutes les charges possibles, licites et morales.

Cependant, dans un but d'économie, ces prescriptions restèrent souvent lettre morte dans la pratique ⁽⁶⁸⁾. L'Administration, dans maintes occasions, s'est départie de sa rigueur; elle se contente d'une simple note qui, jointe à la demande d'autorisation, mentionne les charges adjointes à la donation. L'intérêt de l'Etat, le plus important, est ainsi sauvegardé: le contrôle administratif peut s'exercer à l'égard de la valeur et de la nature des charges.

La jurisprudence judiciaire, en revanche, n'a pas assoupli ses principes. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Nancy du 29 avril 1893 ⁽⁶⁹⁾, obéissant en cela scrupuleusement à l'esprit de la circulaire de 1862, a décidé contre la Ville de Givet qu'un don manuel à une commune doit, sous peine de nullité, être constaté par acte notarié, lorsqu'il comporte des charges ⁽⁷⁰⁾.

Ce qui a été dit de la donation avec charge doit s'entendre des autres modalités, termes ou conditions qui peuvent affecter la libéralité. Le don manuel s'effectue

⁽⁶⁷⁾ Dans le même sens : Amiens, 15 mars 1906 (précité). — Paris, 19 février 1908, sous Requête, 19 mai 1909 (D. P. 1910.1.43).

⁽⁶⁸⁾ *Dictionnaire des droits d'enregistrement*. Voir Don manuel, n° 238 *in fine*.

⁽⁶⁹⁾ D. P. 1894.2.335.

⁽⁷⁰⁾ Voir dans le même sens : *Répertoire Dalloz*, tome IV (1912), p. 551.

non seulement par la seule convention des parties, mais aussi par la tradition : il ne peut donc être question ici de terme suspensif, ni de condition suspensive. Le terme extinctif et la condition extinctive peuvent seuls se concevoir ; nous n'envisagerons que cette dernière qui est plus importante.

La condition extinctive peut être potestative ; contraire à l'irrévocabilité des donations, on ne peut pas plus l'admettre dans les donations solennelles que dans les dons manuels. La libéralité sera toujours annulée par application de l'article 944 du Code civil.

Elle peut être casuelle lorsqu'elle dépend de la volonté d'un tiers ou du hasard. Le don manuel adressé à une personne morale sous condition résolutoire non potestative doit, à notre avis, être annulé : la propriété entière et stable des choses mobilières peut seule être transférée par don manuel. Le donateur ne pourra affecter de cette modalité qu'une donation authentique. Sinon, c'est le don manuel entier qui sera annulé, et l'établissement gratifié pourra être forcé de rendre les sommes données, sans attendre l'accomplissement de la condition.

Une dernière limitation vient restreindre la capacité de recevoir à titre gratuit de certaines personnes morales seulement. « Elles ne peuvent accepter une donation mobilière... avec réserve d'usufruit au profit du donateur », dit l'art. 11 *in fine* de la loi du 1^{er} juillet 1901, parlant des associations d'utilité publique. L'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 interdisait déjà aux établissements religieux de recevoir avec réserve d'usufruit

des donations, même sous forme de dons manuels ⁽⁷¹⁾. La jurisprudence administrative avait étendu la prohibition aux établissements laïques légalement reconnus : c'est cet état de chose que confirma la loi de 1901.

Cette disposition avait été prise en faveur du donateur : la réserve d'usufruit l'empêchait de se rendre compte exactement de son appauvrissement et, par là, l'incitait à faire des libéralités au détriment de ses héritiers. En ce sens, on a pu dire que la prohibition de l'article 11 constituait plus une limitation à la capacité de donner qu'à celle de recevoir. C'est pourquoi l'association peut accepter la nue propriété d'un bien dont l'usufruit est donné en même temps à un tiers. Le législateur, d'autre part, a voulu respecter le principe du contrôle administratif. Le Gouvernement était dans l'impossibilité de l'exercer dans ce cas : il ne pouvait examiner la position des héritiers, donc la convenance de l'acceptation du don, tant que la succession n'était pas ouverte. Cette restriction est cependant difficile à admettre, du fait qu'il est très facile de la tourner. Il suffit, comme dit M. BEUDANT ⁽⁷²⁾, de donner à l'association une créance payable au décès du donateur. Pourquoi, dès lors, conserver une prohibition qui reste pratiquement lettre morte ?

⁽⁷¹⁾ Projet de décret et avis, 22 décembre 1897 : donation Dours. — RAYNAUD, *op. cit.*, p. 232.

⁽⁷²⁾ BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 94.

CHAPITRE II

Dispense de l'autorisation administrative

Certaines personnes morales et certaines catégories de dons manuels ont vu s'atténuer à leur égard la rigueur gouvernementale. L'enrichissement de ces établissements n'offrant pas de danger pour l'Etat, l'appauvrissement du donateur n'étant pas à craindre, vue la modicité des dons : il était inutile de mettre en branle le contrôle administratif.

SECTION I

Dispense ratione personae

Jouissent de l'autonomie vis-à-vis de l'autorité administrative :

1° Les sociétés civiles et commerciales.

Il peut sembler curieux au premier abord de classer les sociétés parmi les personnes morales susceptibles de recevoir des libéralités. Qui pourrait songer à gratifier ces groupements constitués en vue d'un gain ? La libéralité qu'on leur adresserait semble ne pouvoir avantager que leurs membres et non l'être collectif. Pratique-

ment, les libéralités faites à la société, personne morale, sont peu fréquentes, à en juger par le petit nombre des décisions rendues par les tribunaux en la matière. Elles sont cependant possibles. Des entreprises peuvent créer des œuvres de prévoyance au profit de leur personnel; une société peut, tout en rémunérant le capital, poursuivre un but philanthropique ou de propagande qui incite aux donations...

Les sociétés sont donc susceptibles, en fait, de recevoir des libéralités; le peuvent-elles aussi en droit? Le législateur n'a pas tranché la question. Des opinions contraires ont été soutenues. Pour les uns (tel BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN) ⁽¹⁾, les sociétés ne peuvent être gratifiées de donations, car leur capacité est limitée par le but qu'elles se sont fixé: l'acquisition de bénéfices par leur activité jointe à l'apport de leurs membres.

D'autres, LABBÉ notamment ⁽²⁾, arrivent à la même conclusion, mais tout simplement parce qu'ils ne considèrent pas les sociétés comme de véritables personnes morales, mais comme « une forte concentration des droits individuels, juxtaposés sous une administration unitaire ». La donation ne profite pas dès lors à la société, mais à ses membres qui se dissimulent, parfois même frauduleusement, derrière elle. « Toute acquisition faite au nom de la société a pour effet d'augmenter la part de chaque associé dans l'actif social. Les vrais acquéreurs sont les individus membres de la société » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *op. cit.*, tome I, p. 102, n° 230.

⁽²⁾ Note au S. 1881.2.249.

⁽³⁾ LABBÉ : *Revue critique*, 1882, p. 345.

La théorie de LABBÉ est admissible dans le cas d'une société à personnel fixe, mais inexacte pour les sociétés à personnel variable, auxquelles seules nous reconnaissons la personnalité morale. Impossible de prétendre, par exemple, qu'une donation à une société anonyme ait uniquement pour but d'en gratifier les membres. Nous adopterons donc la troisième théorie, soutenue spécialement par des auteurs récents ⁽⁴⁾ : elle est en faveur de la capacité des sociétés. La capacité est la règle et il n'existe aucun texte de dérogation à l'égard des sociétés.

La jurisprudence s'y est ralliée. Deux jugements du Tribunal de la Seine ⁽⁵⁾ ont ratifié explicitement cette théorie. « Attendu qu'aucun texte de loi ne s'oppose à ce qu'une société civile... puisse être gratifiée ».

La Cour de Cassation a reconnu implicitement la capacité des sociétés, en annulant une libéralité, uniquement parce que les sociétés donataires étaient en réalité des associations qui avaient accepté sans autorisation ⁽⁶⁾.

Il ne faut pas tirer d'argument pour ou contre la capacité des sociétés, du fait que le législateur a précisé la capacité de recevoir à titre gratuit de certaines sociétés; il n'a pas voulu qu'au milieu des opinions divergentes il puisse subsister un doute à l'égard de ces socié-

(4) AUBRY et RAU, *op. cit.*, tome I, § 54, p. 277. — BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 97. — CAPITANT : *Introduction à l'étude du droit civil*, n° 192. — COLIN et CAPITANT : *Droit civil*, tome III, p. 669. — LYON-CAEN et RENAULT : *Droit commercial*, tome II, n° 105... — THALLER, note D. 1896.1.145. — PLANIOL, note D. 1895.1.217.

(5) 30 mars 1881 (S. 81.2.249, note LABBÉ). — 29 juillet 1902. — *Journal des Sociétés*, 1903, p. 42. — Suivi depuis : Seine, 9 mars 1925 (*Gazette des Tribunaux*, 17 mai).

(6) Cassation, 29 novembre 1897, *Journal des Sociétés*, 1898, p. 209. — 29 octobre 1894 (D. P. 96.1.145).

tés, qui sont plutôt d'ailleurs des associations (7) (lois des 18 décembre 1915 et 7 mai 1917).

La jurisprudence reconnaît la même capacité aux sociétés, qu'elles soient civiles ou commerciales (8). C'est une capacité pleine et entière de recevoir à titre gratuit; leur liberté d'acquérir est égale à la liberté dont elles jouissent pour leur formation. Les sociétés sont dispensées de soumettre à l'autorisation administrative les donations qu'elles reçoivent. « Elles n'ont jamais été soumises à la tutelle administrative, et si elles sont capables de recevoir des libéralités, elles peuvent le faire sans autorisation » (9). On ne leur applique donc pas l'article 910 du Code civil, qui passe d'ailleurs sous silence les sociétés. Cela se conçoit: les sociétés n'offrent pas les mêmes dangers que les associations, car les libéralités qu'elles reçoivent sont, il faut le reconnaître, assez rares. Les sociétés ne sont pas dotées d'un caractère de perpétuité, elles n'ont pas l'ambition politique, la ténacité des desseins à longue portée qui avaient suscité la méfiance à l'égard des gens de mainmorte. Pour toutes ces raisons, les sociétés de gain ont été soustraites au contrôle administratif.

2° *Les syndicats professionnels.*

Aucune discussion n'est possible à leur égard depuis la loi du 12 mars 1920, dont les dispositions furent confirmées par la loi du 25 février 1927. L'article 10 est

(7) Chambres réunies, 11 mars 1914 (D. P. 1914.1.257).

(8) Seine, 29 juillet 1902 (précité).

(9) MICHOU, *op. cit.*, tome II, n° 314.

ainsi formulé : « Les syndicats jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit... d'acquérir sans autorisation à titre gratuit ». Cette loi, en accordant pleine capacité aux syndicats professionnels, a mis fin aux controverses suscitées par l'application de la loi de 1884. En particulier, il n'y a plus à rechercher s'ils restent soumis à la tutelle administrative comme établissements d'utilité publique autorisés en bloc par la loi (TISSIER) ⁽¹⁰⁾, ou s'ils constituent des groupements de droit privé dispensés de l'autorisation, la loi n'ayant jamais jugé utile de les soumettre à cette formalité (MICHOD) ⁽¹¹⁾.

3° *Les départements et les communes.*

La loi du 4 février 1901, continuant en cela l'évolution ébauchée par les lois antérieures, permet au département et à la commune de recevoir sans autorisation les donations qui leur sont adressées ⁽¹²⁾. L'article 2 accorde au Conseil général le droit d'accepter ou de refuser sans autorisation les dons faits au département. L'article 3 reconnaît au Conseil municipal le droit de statuer définitivement sur l'acceptation des donations adressées à la commune. Mais il y joint une restriction : le préfet peut, par arrêté motivé, inviter le Conseil municipal, qui refuse une libéralité, à délibérer de nouveau.

4° *Les établissements publics.*

La défiance traditionnelle pour la mainmorte, qui se traduisait avant 1901 par la nécessité, pour ces établis-

⁽¹⁰⁾ TISSIER, *op. cit.*, n° 98.

⁽¹¹⁾ MICHOD, *op. cit.*, tome II, n° 314.

⁽¹²⁾ Les restrictions ne visant que le cas de transaction avec les héritiers de l'auteur de la libéralité s'appliquent plus spécialement à la matière des legs.

sements, de se faire autoriser, a disparu presque complètement avec la loi du 4 février 1901. L'exposé des motifs ⁽¹³⁾ nous révèle les raisons de cette faveur législative: « Les établissements dont il est question sont consacrés à des services publics éminemment utiles; ils ne seront jamais trop riches, car leur dotation croît moins vite que les besoins auxquels ils doivent satisfaire dans une société démocratique ». Mais comme il rentre déjà dans leur gestion un élément d'entreprise privée, la surveillance gouvernementale doit s'exercer plus activement à leur égard qu'à celui du département et de la commune. L'article 4 soumet à l'autorisation les donations avec charge dont ils bénéficient. Nous n'indiquons que pour mémoire cette limitation à leur capacité: elle vise des modalités qui ne peuvent s'adjoindre qu'aux donations authentiques.

SECTION II

Dispense ratione materiae

Certains dons manuels ont obtenu, à raison de leur nature même, la dispense d'autorisation administrative; parfois à tort, semble-t-il. L'indulgence dont ils bénéficient s'analyse plutôt en une tolérance motivée, soit par la modicité du don qui ne serait pas en rapport avec la mise en œuvre du contrôle administratif, soit par l'impossibilité dans laquelle se trouve l'établissement donataire d'individualiser chaque donation pour la faire autoriser. Malgré cette faveur administrative, ces dons

(13) Voir MICHOD, *op. cit.*, tome II, p. 333.

ne peuvent être adressés qu'aux groupements qui ont la capacité de les acquérir.

1° *Les dons modiques.* Ils sont dispensés d'autorisation vu le peu d'importance et de l'enrichissement du donataire, et de l'appauvrissement du donateur. Les intérêts de l'Etat et des familles ne sont pas en danger. DEMOLOMBE va même plus loin; pour lui, ces dons de « valeur modique ne constituent même pas, en droit, des donations proprement dites, car la présomption est qu'ils sont prélevés sur les revenus et qu'ils n'entament pas le patrimoine de celui qui donne » (14). C'est le cas spécialement des aumônes courantes dont l'acceptation n'a pas à être autorisée (15).

Cette dispense d'autorisation est difficile à justifier en droit. Elle introduit arbitrairement dans la loi une distinction qui n'y est pas: l'article 910 du Code civil, qui est de règle en la matière, s'exprime en termes généraux et ne mentionne aucune exception. « Si les dons manuels sont soumis à l'article 910 du Code civil, un texte seul pourrait y soustraire certains d'entre eux: les dons de sommes modiques... Toute autre exception est nécessairement extra-légale », déclarent BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN (16), à l'appui de leur refus d'admettre la dispense d'autorisation pour les dons modiques.

(14) DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome III, n° 59.

(15) Requêtes, 26 juillet 1910 (S. 1912.1.573).

(16) BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *op. cit.*, tome I, n° 421. — De même : TISSIER, *op. cit.*, n° 178. — LAURENT, *op. cit.*, tome XI, n° 306.

BÉQUET ⁽¹⁷⁾ dit à juste titre que si un don modique n'offre pas le caractère d'une donation proprement dite pour le donateur, il en constitue une pour l'établissement donataire: les dons de peu d'importance accumulés finissent par donner un total considérable. Aussi, « à défaut de l'intérêt des familles, celui de la société ou de l'Etat exige qu'il ne soit accepté qu'avec l'autorisation de la puissance publique ».

Admettre la dispense d'autorisation en faveur des dons modiques, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire. Quel critérium posé pour apprécier où finit une donation modique? Fixer une limite invariable serait non seulement impossible, mais contraire à l'équité. La notion de modicité est relative puisqu'elle varie en proportion de la fortune du donateur: de grosses sommes données par un homme très fortuné pourraient constituer à son égard un don manuel modique. Il faut regarder la fortune du donateur et aussi l'importance intrinsèque de la donation. L'appréciation sera une question de fait. Ainsi la Cour de Paris a qualifié de modique une somme de 3.700 francs donnée manuellement par un ecclésiastique au séminaire de Sens ⁽¹⁸⁾.

Mais il faut constater que l'autorisation visera plutôt l'enrichissement de l'établissement que l'appauvrissement du donateur, car, suivant la formule de BERTHAULD ⁽¹⁹⁾, « c'est moins la main qui s'ouvre pour donner que celle qui s'ouvre pour recevoir que la société

⁽¹⁷⁾ *Répertoire Béquet*, tome XII, p. 306, n° 350.

⁽¹⁸⁾ S. 1835.2.81.

⁽¹⁹⁾ Cité par BRESSOLES, *op. cit.*, p. 231.

arrête, et si elle songe à la famille, elle ne s'oublie pas elle-même ».

Là encore, devant les nécessités de la pratique, la rigueur de la loi a dû s'atténuer. Il serait trop gênant de recourir à l'autorisation administrative pour tous les dons de minime importance. D'ailleurs, un avis du Comité de législation du 28 janvier 1840 ⁽²⁰⁾ proclama en termes formels la dispense d'autorisation des dons modiques; il fut suivi par la jurisprudence ⁽²¹⁾.

Mais il faudrait, pour concilier le droit et la pratique, pour donner pleine sécurité aux établissements bénéficiaires de dons modiques, soit qu'ils sollicitent du Gouvernement au début de chaque année l'approbation en bloc des acquisitions de l'année précédente, soit qu'ils se fassent autoriser par avance à accepter jusqu'à concurrence d'une somme déterminée les dons manuels modiques qu'ils pourraient recevoir.

2° *Les oblations*. Nous grouperons sous cette rubrique les dons manuels recueillis par voie de quêtes ou au moyen de troncs au profit des bureaux de bienfaisance et hospices, associations cultuelles ou diocésaines, œuvres pour le soulagement des souffrances nées de la guerre.

Cette dérogation au droit commun s'interprète restrictivement: elle est limitée aux établissements et aux donations visés par des lois spéciales. Il existe des textes dispensant d'autorisation les quêtes et sommes mises dans les troncs. N'y en aurait-il pas eu que la pratique

(20) Voir VUILLEFROY, *op. cit.*, p. 282, note B.

(21) Par *a contrario* : Cassation, 16 janvier 1907 (S. 1907.1.505).

aurait été obligée d'admettre cette dispense, car on ne peut individualiser chaque don. De plus, « bien qu'en fait toutes les pièces de monnaie qui constituent la somme déposée dans un tronc puissent émaner de la même personne et représenter une valeur très considérable, en droit rien ne le prouve : chacune de ces unités peut émaner de divers individus ou être considérée comme telle. C'est alors comme autant d'offrandes séparées et isolées, versées dans le tronc à titre de présents ou d'aumônes courantes, et nous avons vu qu'aucune autorisation ne doit être exigée pour ces dons » ⁽²²⁾.

La loi du 7 frimaire an V (article 8), l'arrêté du 5 prairial an XI, le décret du 30 décembre 1809 (article 75), textes organiques des bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux, les habilitent à recueillir des dons par quêtes ou apposition de troncs. Ces sommes figurant parmi les recettes ordinaires de l'établissement, sont dispensées d'autorisation. (*Circulaire du Ministère de l'Intérieur* du 31 janvier 1887) ⁽²³⁾. Mais les autres dons manuels dont il pourrait être gratifié, qui rentrent dans les recettes extraordinaires, sont eux aussi dispensés d'autorisation depuis la loi du 4 février 1901, article 4.

Les fabriques possédaient, de par le décret du 30 décembre 1809 (article 36), portant règlement d'administration pour l'exécution de l'article 76 de la loi du 18 germinal an X, le droit de considérer comme recettes ordinaires « les quêtes pour frais du culte » et « ce qui sera trouvé dans les troncs placés pour le même objet ».

⁽²²⁾ BRESSOLES, *op. cit.*, p. 467.

⁽²³⁾ *Répertoire Béquet*, tome XII, p. 307, n° 351.

C'était permettre tacitement aux fabriques de les encaisser sans une permission administrative les autorisant par avance. Ce droit ne devait pas disparaître avec les fabriques ; il fut maintenu au profit des associations cultuelles par la loi du 9 décembre 1905 (article 19, § 4) avec la même dispense d'autorisation. L'ayant déjà étudié à propos de la capacité d'acquérir à titre gratuit des associations cultuelles, nous n'y reviendrons plus ici.

Les œuvres qui font appel à la générosité publique pour soulager les souffrances nées de la guerre ont reçu, elles aussi, le droit de faire des quêtes. Il leur fut octroyé par la loi du 30 mai 1916, en raison du but d'intérêt général qu'elles poursuivent.

3° *Les souscriptions*. Elles constituent des dons manuels en ce qu'elles sont des procédés employés par le donateur pour gratifier de la main à la main la personne morale. Les souscriptions jouissent d'une dispense d'autorisation ⁽²⁴⁾ en raison du peu d'importance, en général, de chaque offrande. C'est pourquoi, si cette condition faisait défaut, l'Administration pourrait exiger des renseignements sur les souscripteurs et les sommes données par chacun ⁽²⁵⁾ ; elle pourrait même refuser d'autoriser une donation disproportionnée avec la fortune du souscripteur.

(24) Civ., 5 février 1923. *Revue Critique*, 1925, p. 6, note Morel.

(25) Projet de décret du 30 avril 1884 : souscription Pape-Carpentier. Dans certains cas, cependant, le Gouvernement a négligé de réclamer cette justification : ainsi en fut-il pour une souscription de 20.000 francs faite par le Comité des Alsaciens-Lorrains pour l'érection d'un monument à Gambetta (projet de décret du 1^{er} avril 1890) ; de souscriptions pour ériger au Panthéon un monument à Carnot (projet de décret du 23 juillet 1890). — REYNAUD, *op. cit.*, p. 232.

Un projet de décret du 13 mai 1891 au profit de l'église curiale de Draguignan ⁽²⁶⁾ décidait qu'une souscription, même de minime importance, devait être autorisée, lorsque les sommes ainsi produites ne devaient pas être utilisées immédiatement, mais affectées à une fondation perpétuelle (placées, par exemple, en rentes sur l'Etat).

La dispense d'autorisation n'existe que dans le cas où la souscription a le caractère d'une libéralité ⁽²⁷⁾. La question de savoir s'il y a libéralité ou contrat commutatif est une question de fait. Il est parfois difficile de distinguer; le souscripteur tire presque toujours un avantage, ne serait-il que moral, de son don. Quand est-il suffisant pour transformer la nature de l'opération? Le Conseil d'Etat, dans un avis du 22 juin 1877 ⁽²⁸⁾, a vu un contrat commutatif dans l'adhésion à une souscription ouverte pour l'exécution d'un travail public.

4° *Dons manuels en nature*. DEMOLOMBE ⁽²⁹⁾ classe parmi les libéralités soustraites à l'autorisation, parce que prélevées uniquement sur les revenus du donateur, les donations telles que « don d'un vase sacré, ou d'une cloche, ou d'une somme pour des réparations ou des constructions », c'est-à-dire :

a) *Donations d'objets mobiliers*. La prise de possession par le donataire a suffi à parfaire le don. On ne peut obliger à soumettre à l'autorisation le don d'un ornement, d'un tableau à une sacristie, d'un meuble...

⁽²⁶⁾ REYNAUD, *op. cit.*, p. 231.

⁽²⁷⁾ Cassation, 5 février 1923 (précité).

⁽²⁸⁾ D. P. 1877.3.86.

⁽²⁹⁾ DEMOLOMBE, *op. cit.*, tome III, p. 52, n° 59.

Il peut arriver cependant que ces dons, des œuvres d'art par exemple, présentent une assez grande valeur. Même dans ce cas, la dispense d'autorisation subsiste; il suffit pour rendre le don irrévocable que la tradition ait été faite avant la mort du donateur, qu'elle soit constatée par deux ou trois témoins; les héritiers du donateur n'auront plus alors aucun droit pour revendiquer le don.

Des difficultés peuvent cependant surgir. Exemple: des vases sacrés ont été laissés quelque temps à l'usage d'une église, de la chapelle d'un couvent... à titre de prêt, puis leur furent donnés, dans la suite, de la main à la main. A la mort du donateur, les héritiers pourront créer des difficultés en fournissant la preuve du prêt, mais en niant la donation. Il sera donc prudent, en cas de donations importantes de meubles, de les faire constater par acte authentique.

b) *Exécution aux frais du donateur de travaux, au profit d'une personne morale.* Exemple: on donne une somme pour l'agrandissement ou la construction d'un bâtiment en faveur d'une association d'utilité publique, mais les deniers, au lieu d'être versés à l'association, sont remis directement aux ouvriers. L'association ne peut demander l'autorisation administrative, car elle n'a pas reçu par tradition effective les objets donnés⁽³⁰⁾. Il n'y aura pas toujours libéralité, si le soi-disant donateur tire du travail qu'il fait effectuer

⁽³⁰⁾ Il y aura de même don manuel en nature au profit de l'Eglise lorsque le curé paie de ses deniers l'entrepreneur qui a construit l'église. Paris, 24 juillet 1913 (D. P. 1914.2.53).

un avantage équivalent à la somme qu'il a versée: ce sera en réalité un contrat commutatif. Lorsqu'il y a disproportion entre le don et l'avantage retiré, l'excédent seul constitue une libéralité. La Cour de Cassation ⁽³¹⁾ a même décidé que « la stipulation par laquelle un tiers intervenant à un marché de travaux fait entre un entrepreneur et une fabrique d'église... constitue non une donation, mais un contrat commutatif: la satisfaction que ce tiers retirera de l'exécution de ces travaux pouvant être considérée comme l'équivalent de la somme par lui promise ». Il est intéressant de noter que même la « satisfaction de la fantaisie ou la vanité du millionnaire » peut être prise en considération.

5° *Cas où il n'y a pas en réalité de dons manuels, mais contrats à titre onéreux.* Les contrats commutatifs sont dispensés d'autorisation, dans les cas, bien entendu, où la personne morale a reçu la capacité de les passer. Les principaux sont:

a) *La dot religieuse.* On est d'accord pour y voir un contrat commutatif. « La dot apportée par une religieuse à la congrégation autorisée dont elle fait partie n'est pas fournie à titre gratuit, mais à titre onéreux, lorsqu'elle est en rapport avec les charges qui y correspondent, la fortune de la constituante et la situation de sa famille » ⁽³²⁾. La dot est la contre-partie des dépenses occasionnées à l'ordre religieux pour l'entretien et la

⁽³¹⁾ Cassation, 14 avril 1863 (S. 63.1.362).

⁽³²⁾ Paris, 26 janvier 1881 (D. P. 82.2.105). — De même : Cassation, 2 décembre 1845 (D. P. 46.1.113). — Besançon, 1^{er} décembre 1884 (D. P. 85.2.239). — Agen, 31 juillet 1905 (S. 1907.1.325). — Nancy, 9 décembre 1905 (S. 1907.1.321).

nourriture de la religieuse durant sa vie monastique. Si la dot est manifestement en disproportion avec ces frais, le surplus sera considéré comme une libéralité ⁽³³⁾, soumise, par conséquent, à l'autorisation.

b) *Les œuvres pies, fondations de services religieux.*
Elles constituent pour l'église la rémunération de services rendus par les prêtres. « Loin d'être une libéralité... elles ne sont que la rémunération légitime et conforme aux usages destinée aux prêtres qui diront les messes... elles représentent l'honoraire » ⁽³⁴⁾. Il n'y a contrat onéreux que si la somme versée n'est pas supérieure au prix des services religieux ⁽³⁵⁾, suivant le tarif fixé. Si elle l'excède et qu'il est stipulé que le surplus sera pour le culte, l'entretien des vases sacrés... il y a une véritable donation dont l'acceptation devra être autorisée. Telle est la jurisprudence du Conseil d'Etat ⁽³⁶⁾.

⁽³³⁾ Cassation, 10 février 1868 (D. P. 68.1.179).

⁽³⁴⁾ Paris, 23 novembre 1877 (D. P. 78.2.233). — BEUDANT, *op. cit.*, tome VI, p. 13.

⁽³⁵⁾ DUGUIT : *Droit constitutionnel*, tome V, p. 609.

⁽³⁶⁾ Notes de la Section de l'Intérieur du 6 août 1889 (Fondation Manegot) et 8 avril 1891 (Fondation Villaret-Joyeuse). — REYNAUD, *op. cit.*, p. 281.

APPENDICE

Régime spécial à l'Alsace et à la Lorraine

Il constitue certainement l'exception la plus importante aux règles générales sur les donations aux personnes morales.

La loi du 1^{er} juin 1924 a rendu applicables en Alsace et en Lorraine les articles 910 et 937 du Code civil. Mais son article 1^{er} précise que rentre en application « la loi du 4 février 1901 sur la tutelle administrative en matière de dons et legs, uniquement en ce qui concerne l'Etat, les départements et établissements publics, autres que ceux des cultes, les communes et établissements communaux. L'article 2 déclare la non-application de « la législation française sur les associations ». Les exceptions à la loi française sont donc importantes, puisqu'elles portent sur la législation sociale, la législation cultuelle et la législation relative aux communes.

1° LES ASSOCIATIONS. La loi locale a été maintenue par la loi du 1^{er} juin 1924, selon le désir des Alsaciens et des Lorrains qui ne désiraient pas l'introduction dans leur législation des textes français sur les congrégations, et ne voulaient pas être privés d'un régime jugé plus libéral, quant à la capacité des associations.

Le Code civil local (articles 21 à 79) reconnaît :

a) *Les associations dont le but n'est pas dirigé vers une exploitation d'ordre économique.* Elles acquièrent la personnalité morale du fait de leur formation et de leur inscription au registre du tribunal compétent (celui du canton où l'association a son siège : Code civil local, article 55) ⁽¹⁾. Dès lors, l'association est une personne morale, et elle peut ajouter à son nom la mention d' « association inscrite ».

b) *Les associations dont l'action est dirigée vers une exploitation d'ordre économique* (article 22 du Code civil local) n'acquièrent la personnalité que par une concession de l'Etat : à moins qu'il n'en ait été disposé autrement, soit par une loi d'Empire, soit par une loi locale, soit par l'introduction de la législation française par la loi du 1^{er} janvier 1925 (c'est le cas spécialement pour les sociétés civiles et commerciales soumises aux règles du droit français) ⁽²⁾.

L'énumération des sociétés et associations acquérant la personnalité sans concession de l'Etat est longue et pratiquement peu d'associations ont besoin de cette formalité. Lorsqu'elle est exigée, la concession doit être accordée pour chaque association par décret du Président de la République (article 10, loi du 1^{er} juin 1924).

Quelle est la capacité de ces deux catégories d'associations ? « Les donations et dispositions à cause de

(1) A noter que le préfet peut élever une opposition contre l'inscription si l'association est illicite, ou poursuit un but politique, social-politique ou religieux.

(2) Voir NIBOYET : *Répertoire pratique de l'Alsace-Lorraine*, p. 24.

mort en faveur des personnes juridiques ne sont valables qu'autant qu'elles reçoivent l'approbation de l'Etat, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par une loi » (article 6, alinéa 1^o, loi d'exécution du Code civil allemand en Alsace-Lorraine).

Il y a deux exceptions notables. La première est en faveur des sociétés depuis la loi du 1^{er} janvier 1925. La seconde dispense d'autorisation les donations n'excédant pas 6.250 francs (article 86 de la loi d'introduction du Code civil allemand).

Sous le régime instauré par la loi du 1^{er} juin 1924, il n'y a pas de doute que l'autorisation ne peut être donnée que par décret du Président de la République. Mais « tout autre est la question de savoir si le Président de la République ne pourrait pas, par un décret, déléguer aux préfets la faculté d'autoriser » ⁽³⁾.

Jusqu'à l'approbation, la donation est affectée d'une condition légale qui en suspend l'efficacité. Mais la tradition lie le donateur qui ne peut plus révoquer sa donation. Le défaut d'autorisation entraîne la nullité de la libéralité, même pour ce qui est inférieur à 6.250 francs.

Quelle est la condition des associations sans personnalité juridique? Le nombre de ces associations est assez élevé: beaucoup veulent éviter le contrôle parfois tracassier et vexatoire de l'Administration; la personnalité morale n'est d'ailleurs pas facile à acquérir, puisqu'elle dépend soit d'une concession de l'Etat, soit d'une inscription susceptible d'opposition, pour motifs variés, de

(3) NIBOYET, *op. cit.*, p. 25, n^o 84.

l'autorité administrative. Rentrent aussi dans cette catégorie les associations qui se sont vu refuser la personnalité.

La loi locale leur a fixé un statut. Elles ont toutes pleine capacité pour recevoir *sans autorisation* des donations, quelle que soit leur importance. La liberté dont elles bénéficient pourrait paraître surprenante. Mais il n'y a pas à craindre de voir se constituer un patrimoine de mainmorte échappant au contrôle de l'Etat : les associations de fait ne possèdent que par l'intermédiaire des personnes physiques qui les composent. C'est là une entrave efficace à la formation d'un patrimoine collectif important.

2° LES CONGRÉGATIONS. Dès qu'elles sont autorisées par une loi (loi du 24 mai 1825, alinéa 2) ou par décret dans certains cas, elles acquièrent la personnalité juridique. Elles peuvent dès lors recevoir des donations sans autorisation jusqu'à concurrence de 6.250 francs (article 86, loi d'introduction du Code civil local). Il faut noter que l'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, interdisant aux congrégations de recevoir des donations avec réserve d'usufruit pour le donateur, doit être tenu comme abrogé par l'article 86.

Lorsque la donation excède 6.250 francs, elle doit être autorisée par décret en Conseil d'Etat (article 6 de la loi d'exécution du Code civil local), et cela conformément au droit français ancien.

« Après l'introduction du Code civil allemand, on accorde aux congrégations autorisées la personnalité morale, et aux congrégations non autorisées une existence licite, quoique précaire, qui entraîne une certaine

capacité juridique ignorée par le droit français; l'existence de fait des congrégations non autorisées se traduit dès lors sur le terrain juridique par une certaine existence de droit » (4).

On ne pouvait reconnaître aux congrégations de fait la personnalité morale, c'est pourquoi, à partir de la loi du 1^{er} janvier 1925 qui conférait la personnalité juridique aux sociétés, fut-il interdit aux congrégations non reconnues de revêtir cette forme. Mais, par une faveur du législateur, elles jouissent de la capacité des associations dépourvues de la personnalité juridique, occupant ainsi une situation intermédiaire entre celle des particuliers et celle des personnes civiles. On leur applique le régime de la propriété du patrimoine en *main commune*.

3° LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'UN CULTE sont dotés de la personnalité civile: les menses épiscopales et capitulaires, les fabriques, les grands et les petits séminaires...

La gestion des fabriques est assurée par le concours des représentants de la paroisse, des administrations de l'Etat et des administrations communales. Le Conseil municipal donne obligatoirement son avis sur l'autorisation d'acquérir à titre gratuit demandée par la fabrique (article 59 de la loi communale du 6 juin 1895).

L'article 6 de la loi locale du 17 avril 1899 déclare que « les donations en faveur des personnes juridiques ne sont valables qu'autant qu'elles reçoivent l'approbation de l'Etat, à moins qu'il n'en soit autrement décidé

(4) DILG : *L'existence et la personnalité juridique des congrégations religieuses en Alsace-Lorraine* (thèse), Nancy, 1930, p. 105.

par une loi ». Il n'y a pas en réalité d'autorisation d'accepter, mais une simple *approbation*.

La restriction de l'article 6 *in fine* vise spécialement l'application de l'article 86 de la loi d'introduction. Par conséquent, l'approbation de l'Etat n'est nécessaire que pour les donations qui excèdent 6.250 francs. La jurisprudence des tribunaux, spécialement celle de la Cour d'Appel de Colmar, admet une exception à l'égard des donations qui ne sont pas purement avantageuses pour les établissements du culte; ces libéralités doivent être soumises à la tutelle gouvernementale, donc être approuvées, même lorsqu'elles n'atteignent pas 6.250 francs.

4° LES COMMUNES. Quelle que soit leur importance, l'Etat leur reconnaît le droit de refuser librement les donations qui leur sont offertes. Il n'en est pas de même pour l'acceptation. La loi distingue suivant que le donataire est une grande ou une petite commune. Le Conseil municipal statue définitivement sur l'acceptation des donations faites aux grandes communes. Mais les délibérations par lesquelles les petites communes acceptent une libéralité doivent être approuvées, et cela même si, à la donation, ne sont pas adjointes des charges (article 86 de la loi d'introduction du Code civil allemand).

Telle est, dans ses grandes lignes, la législation propre à l'Alsace et à la Lorraine. Elle fait preuve de libéralisme; pour cette raison, M. Schuman, député de la Moselle, pouvait déclarer lors d'un exposé de la législation locale sur les associations et congrégations (congrès des 25-26 janvier 1927 sur la liberté d'association): « Après avoir étudié les lois françaises de 1901 et de 1904, nous avons été unanimes, sans distinction de par-

tis, à préférer le maintien du régime que nous possédons, malgré ses imperfections, à l'application en bloc de la législation française. Notre seul désir est de voir la France entière s'inspirer un jour de ces idées libérales dont notre exemple montre la possibilité de réalisation. »

TROISIEME PARTIE

Régime fiscal

TROISIÈME PARTIE

Régime fiscal

Sur le terrain fiscal, comme sur le terrain administratif, les dons manuels sont soumis aux règles générales des donations. Le nier serait battre en brèche tout le système des droits de mutation; introduire un procédé licite pour exempter de l'impôt une libéralité serait créer un régime d'exception qui saperait pratiquement l'édifice des droits de donation.

Le donateur, en effet, recourrait toujours au don manuel, pour se soustraire au paiement de l'impôt.

Cependant, le don manuel qui, par sa nature même, absente de formalisme, se différencie des donations solennelles, devait en se soumettant au régime fiscal des libéralités entre vifs, y introduire des modifications inhérentes à sa nature. Ce sont justement ces modifications, les difficultés qu'elles suscitent, que nous allons étudier. Il ne faudra donc pas chercher ici la description du régime fiscal des donations en général. Car si nous examinons en cette troisième partie les problèmes spéciaux des dons manuels aux personnes morales au regard du fisc, ce qui dépasse un peu le cadre d'une étude de droit privé, c'est uniquement pour mieux faire ressortir le caractère original du don manuel.

Ces difficultés d'application proviennent, nous le verrons, soit de la nature du don manuel en lui-même : sous quelle forme sera-t-il saisi par le fisc ? — soit de ce fait que le donataire est une personne morale : quels actes peuvent motiver la perception du droit de donation ? existe-t-il un régime de faveur pour certains dons manuels destinés à des personnes morales ?

CHAPITRE PREMIER

Nature et fondement du droit d'enregistrement sur les dons manuels

Pendant longtemps les dons manuels bénéficièrent d'une franchise à peu près complète à l'égard des droits d'enregistrement. Ils échappaient à la loi du 22 frimaire an VII qui frappait les donations mobilières non d'un droit de mutation, mais d'un droit d'acte.

Les dons manuels se consommant par la tradition, l'acte écrit qui les constate ne constitue que très rarement un titre assujetti à la loi fiscale. En effet, par application des paragraphes 4 et 6 de l'article 69, l'énonciation d'un don manuel dans un acte émanant du donateur, hors de la présence du donataire, ou du donataire seul, ne suffisait pas pour donner ouverture au droit proportionnel.

Pour échapper au paiement des droits, les parties avaient un moyen bien simple à leur portée : l'un des deux seulement reconnaissait l'existence du don manuel ; cet aveu unilatéral étant impuissant à établir l'accord de volonté, la libéralité se trouvait soustraite à l'impôt.

La loi du 18 mai 1850 vint mettre terme à ces abus. Son article 6 est ainsi conçu : « Les actes renfermant soit

la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel, seront sujets au droit de donation ». Le but de la loi nouvelle était de soumettre les dons manuels aux mêmes droits que les donations authentiques.

De quelle nature est le droit proportionnel établi par la loi de 1850? Constitue-t-il un droit d'acte ou un droit de mutation, ou même un droit *sui generis*? Il faut, semble-t-il, rejeter tout de suite cette troisième hypothèse, qui eut cependant des partisans. CARDON ⁽¹⁾, entre autres, partait de ce fait que la loi de 1850 ne créait ni un droit d'acte, car ce qui est taxé « ce n'est pas l'acte servant de titre aux parties, mais la déclaration unilatérale », ni un droit de mutation, « ce n'est pas le fait lui-même du don manuel qui est tarifé, mais le fait distinct de la déclaration de ce don dans un acte ».

BRESSOLES ⁽²⁾, lui aussi, voyait là un droit *sui generis*. « Ce n'est pas le don manuel lui-même qui est soumis aux exigences fiscales, et nous ne nous trouvons pas en présence d'un véritable droit de mutation. Il en résulte que le donataire ne doit rien, tant qu'il n'a pas fait la déclaration qui, seule, est tarifée. L'Administration n'est pas non plus autorisée à établir un transfert de propriété laissé secret par les intéressés. Le droit en question ne rentre pas davantage dans la catégorie des droits d'acte proprement dits : les droits de cette nature ne sont perçus que sur l'écrit destiné à servir de titre

(1) CARDON, *op. cit.*, p. 182.

(2) BRESSOLES, *op. cit.*, n° 280.

aux parties, et nous avons dit que cette condition n'est nullement nécessaire ».

Ce n'est pas non plus un droit *de mutation*, et cela pour les raisons émises par BRESSOLES, bien que le droit créé par la loi de 1850 soit un droit proportionnel comme ceux qui frappent les mutations ; car tous les droits proportionnels ne sont pas des droits de mutation, ils exigent parfois pour s'appliquer l'existence d'un acte écrit, et c'est le cas ici. Il suffit d'ajouter, pour repousser définitivement l'idée d'un droit de mutation, que le donataire n'est pas tenu, même en conscience, de payer l'impôt, tant qu'il n'a fait de déclaration écrite constatant le don manuel.

A notre avis, l'impôt établi par la loi de 1850 rentre dans la catégorie des vrais droits *d'acte*. Sans doute, selon la théorie de BRESSOLES, l'acte de déclaration unilatérale du donataire ne peut constituer en soi un titre pour la libéralité, tout contrat nécessitant le concours des parties contractantes. Mais on peut dire que le législateur a le pouvoir de décréter qu'au regard de l'Administration, cette déclaration unilatérale constituera un vrai titre de transmission. C'est ce qu'a fait le législateur de 1850. Le droit est bien dû sur l'acte lui-même, puisque les termes de l'article 6 ne laissent aucun doute à ce sujet : « Les actes renfermant... seront sujets au droit de donation ».

C'est d'ailleurs l'opinion générale de la jurisprudence ; de nombreux arrêts de Cassation se rallient à cette interprétation. « Etant perçu non sur le don lui-même, mais sur l'acte qui en contient la déclaration ou la reconnaissance, il s'ensuit que le droit est exigible

sans que la régie ait à rechercher comment s'est opérée la transmission » (3).

De plus, il s'agit bien d'un droit d'acte, puisque la régie ne peut percevoir le droit de donation que d'après l'acte contenant les déclarations du donataire ou la reconnaissance judiciaire du don manuel : en dehors d'eux, elle ne pourra prouver l'inexactitude des dires du donataire, ni taxer un don manuel dont elle n'a pour preuve que le fait matériel de la tradition opérée.

Reste donc à savoir quelles sont, parmi les déclarations du donataire, celles qui constituent un acte (4).

(3) Requêtes, 15 février 1870 (S. 70.1.225).

(4) L'étude de la reconnaissance judiciaire du don manuel n'offrant rien d'intéressant du point de vue qui nous occupe, ne sera traitée que brièvement dans la suite.

CHAPITRE II

Nature de la déclaration qui constitue un acte au sens de la loi de 1850

SECTION I

*La délibération portant acceptation d'un don manuel
est-elle assujettie à l'impôt?*

L'article 6 de la loi de 1850 exige donc l'existence d'un acte pour la perception de l'impôt. Le mot « acte » désigne toute pièce ou écrit renfermant l'aveu d'un don manuel, quelle qu'en soit la forme. La définition s'applique-t-elle aux délibérations soit dispensées d'approbation, soit régulièrement approuvées, par lesquelles les représentants des personnes morales déclarent accepter un don manuel et constatent que la tradition s'est effectuée par le versement réel des fonds? La question est controversée; la jurisprudence a évolué dans la solution apportée à ce problème.

Elle a d'abord soutenu la négative: la délibération même approuvée ayant pour but la régularisation des comptes, constatant une recette, et en déterminant l'emploi, constitue un document d'ordre intérieur non assujetti à l'impôt. (Décision du Ministre des Finances du

13 décembre 1858) (1). La même solution devait être donnée par la jurisprudence, quelques années plus tard, en 1863. Il s'agissait d'un don manuel qui, reçu pour la construction d'une salle d'asile, était rappelé par le Conseil municipal dans le règlement définitif du budget communal: la régie réclamait le versement du droit proportionnel. Après pourvoi, le Ministre des Finances décida qu'on n'était pas en présence d'un acte soumis à l'impôt, la mention du don manuel dans le règlement du budget ne constituant pas de la part du Conseil municipal une déclaration, mais une simple mesure d'ordre et de comptabilité (2).

La jurisprudence devait bientôt abandonner cette manière de voir; mais à grand'peine, il faut le remarquer. Un jugement du Tribunal civil de Lyon du 11 mai 1867 (3), ébauchant le revirement, avait décidé que les délibérations de la commission d'un hospice constituaient un acte soumis à la perception du droit de donation. Mais le jugement fut cassé par la Chambre civile le 12 janvier 1870 (4). Le Ministre de l'Intérieur recommanda même aux établissements ce procédé facile d'exemption d'impôt. C'était créer une source d'abus aussi nombreux qu'aisés. Les prétentions de la régie ainsi repoussées par la Chambre civile, furent soutenues de nouveau devant le Tribunal de Bourg, où l'affaire fut renvoyée. Le Tribunal de Bourg confirma le jugement

(1) S. 1859.2.576. Cette décision fut transmise comme règle de perception aux agents de la régie dans l'*Instruction Générale de l'Administration*, n° 2148, § 1.

(2) *Revue Générale de l'Administration*, tome XI, p. 49.

(3) S. 1868.2.56.

(4) S. 1870.1.176.

du Tribunal de Lyon. L'affaire fut renvoyée devant les Chambres réunies qui rejetèrent le pourvoi formé par les hospices de Lyon par un arrêt du 19 mai 1874 ⁽⁵⁾ : les revendications de la régie furent enfin reconnues fondées. Mais l'avocat général BLANCHE, dans son réquisitoire, spécifia que « si les délibérations des hospices de Lyon n'ont été, à l'origine, que des actes préparatoires ou des pièces d'ordre intérieur, elles étaient devenues, par l'approbation du préfet, c'est-à-dire au moment où l'Etat réclamait le paiement de l'impôt, des actes définitifs, communs aux donateurs dont ils assuraient les droits et aux donataires dont ils indiquaient les devoirs. Ces délibérations étaient donc des actes dans le sens de l'article 6 de la loi du 18 mai 1850 ; elles tombaient par conséquent sous l'application du droit proportionnel de don manuel ».

C'est à juste titre que la jurisprudence s'est enfin orientée dans ce sens. « Il est difficile de ne voir qu'une pièce d'administration intérieure dans le procès-verbal d'une délibération qui constate, outre l'acceptation, l'offre et la tradition, c'est-à-dire les conditions d'existence du don manuel, et en plus les conditions sous lesquelles il a été consenti, c'est-à-dire les clauses du contrat ; ce n'est pas un simple écrit administratif, mais un instrumentum, un acte véritable » ⁽⁶⁾.

Dans les arrêts précités, il s'agissait de libéralités faites par des donateurs connus ; que décide la jurisprudence lorsque les bienfaiteurs sont anonymes ? La juris-

⁽⁵⁾ S. 1874.1.391.

⁽⁶⁾ COLIN, *op. cit.*, p. 204.

prudence est restée fidèle à ses nouveaux principes : dans ce cas, comme dans le précédent, la délibération sera soumise au droit proportionnel. Cela ressort de deux arrêts de Cassation du 1^{er} février 1882 (7) et du 16 novembre 1903 (8). Dans l'arrêt de 1882, il s'agissait de la délibération d'une commission administrative constatant le don manuel de numéraire et de valeurs au porteur déposés par des inconnus dans des troncs ou remis aux administrateurs des hospices d'Arras, avec des notes en indiquant l'affectation. L'arrêt décide, puisque la loi de 1850 ne l'exige pas, qu'il n'est pas nécessaire que la déclaration soit faite en termes sacramentels, ni même en termes exprès ; pas plus qu'il n'est requis que le donateur y soit désigné « dans les termes de l'article 6 de la loi du 18 mai 1850, la personnalité du donateur n'est d'aucune importance pour l'exigibilité des droits, l'aveu du donataire étant par lui-même et par lui seul la cause de la perception, qu'il est dès lors indifférent que le donateur soit ou ne soit pas connu ou désigné, dès que l'aveu du donataire se trouve consigné dans un acte susceptible d'enregistrement, que tel est le cas de l'espèce, les délibérations par lesquelles la commission a constaté les libéralités manuelles, et les arrêtés préfectoraux par lesquels ces délibérations ont été approuvées ne permettant pas, d'après les énonciations qu'ils contiennent, de douter que ces documents sont intervenus à l'effet de consacrer l'existence des dites libéralités, d'en assurer la perpétuité et d'en garantir l'exécution ».

(7) S. 1882.1.228.

(8) S. 1903.1.103 — D. 1906.1.114.

L'arrêt de Cassation du 16 novembre 1903 confirmait un jugement du Tribunal de La Rochelle du 8 mai 1901. Un don important avait été fait, sans indication d'emploi, par un anonyme, au receveur des hospices de La Rochelle. Dans sa délibération, la commission administrative des hospices avait en vue de « consigner sur son registre, en même temps que la trace de cet acte de généreuse charité, l'expression de sa vive, de son inaltérable reconnaissance ». Le Conseil municipal de La Rochelle donna un avis favorable à l'acceptation de cette donation qui fut autorisée par le préfet de la Charente-Inférieure. La Chambre des Requêtes décida que les délibérations prises par une commission administrative pour constater la réception d'un don manuel, en perpétuer le souvenir et en garantir l'exécution, ne doivent pas être considérées comme de simples documents de comptabilité, mais qu'ils offrent le caractère « d'actes ». Cet acte de reconnaissance de don manuel sera donc assujéti au timbre et à l'enregistrement sur la minute, dans les vingt jours, par application de l'article 78 de la loi du 15 mai 1818. La commission, pour échapper au paiement des droits de donation, aurait dû, au lieu de recourir à une délibération, se borner à avoir comme titre de recette un état certifié.

La seconde question résolue par l'arrêt de 1903 concerne l'indication du donateur. La délibération dûment approuvée est considérée comme un véritable titre, et cela, que le donateur soit connu ou non ; dans les deux cas, l'utilité de la délibération est la même.

Ainsi est affirmé le principe de l'exigibilité de l'impôt, indépendamment de la personnalité du donateur ;

cela, à l'encontre de ceux qui avaient soutenu que les dons manuels anonymes y étaient soustraits, un des éléments essentiels du transfert de propriété faisant défaut.

Reste à savoir si toutes les délibérations portant acceptation de dons manuels constituent des actes assujettis à l'impôt.

SECTION II

Conditions exigées pour que la délibération constitue un acte au sens de la loi de 1850

1° *Il faut que la déclaration de don manuel ait été précédée du versement des sommes promises.* Si le don manuel n'a pas été consommé par la tradition et que la délibération ne constate qu'une offre, l'acceptation de cette offre ne liant pas le donateur, la délibération ne constitue pas un acte soumis à l'impôt, car elle ne constate pas un transfert de propriété. C'est dans ce sens que se prononça le Tribunal de Remiremont; sa décision a été admise par l'Administration ⁽⁹⁾.

Mais la régie peut, dans la suite, exiger le paiement des droits, lorsqu'elle a la preuve que postérieurement à la délibération constatant l'offre, le don manuel a été effectivement réalisé. Cette preuve ne pourra résulter des pièces de comptabilité de l'établissement donataire;

⁽⁹⁾ 9 juillet 1874. *Journal de l'Enregistrement*, n° 19527. — De même : Solution 17 mai 1894. *Répertoire périodique*, n° 8514. — Solution 13 avril et 15 juin 1900. *Répertoire périodique*, n°s 9840 et 9903. — *Dictionnaire de l'Enregistrement*, voir Dons manuels, n°s 230-1.

elle ne sera établie que par de nouvelles délibérations ou des arrêtés d'approbation destinés à assurer l'emploi des sommes reçues. Et encore, « aucun droit n'est dû sur celles de ces délibérations qui ont pour unique objet de régulariser les comptes de l'établissement, et qui, par suite, ont le caractère de pièces d'ordre intérieur. La constatation, dans une délibération, que des peintures ont été faites gratuitement, dans la chapelle de l'hospice, ne constitue pas la reconnaissance du don manuel des couleurs employées » (10). Il ne faut pas prendre dans un sens équivalent à celui d'arrêté d'approbation le « visa de la délibération inscrit par l'autorité supérieure, dans le but exclusif de créer un titre de recette permettant d'encaisser la somme donnée » (11).

2° *Pour constituer un acte administratif parfait, la délibération doit être approuvée par l'autorité compétente* (Cass., 19 mai 1874, précité). La jurisprudence a étendu cette condition aux délibérations ayant pour objet l'acceptation provisoire. Il semblerait logique que le droit proportionnel puisse être exigé, dès que la personne morale a accepté provisoirement le don manuel, conformément à la loi du 4 février 1901, puisque désormais le donateur est lié et ne peut plus révoquer sa donation. Mais l'acte n'est parfait et par conséquent assujéti à l'enregistrement que si l'autorité supérieure l'approuve (12). Car, « à défaut d'approbation, la délibération constatant un don manuel reste à l'état d'acte im-

(10) Niort, 7 juillet 1879 : J. E. n° 21716.

(11) Sol. 16 avril 1896 : R. P. n° 8912.

(12) Solution 24 novembre 1892 : R. P. n° 8082.

parfait et la perception du droit manque de base » ⁽¹³⁾.

La question est d'ailleurs nettement tranchée par un arrêt de Cassation du 16 novembre 1903 ⁽¹⁴⁾ qui proclame entre autres que « un acte administratif sujet à l'approbation n'est soumis obligatoirement à l'enregistrement qu'à partir de l'approbation ».

Il ne faudra pas considérer comme une approbation suffisante pour exigibilité de l'impôt, celle donnée à la suite « de délibérations approuvant l'emploi d'un don anonyme en rentes sur l'Etat, uniquement en vue de régulariser la comptabilité de l'établissement et d'ouvrir un crédit sur lequel la dépense résultant de cet emploi devra être imputée » ⁽¹⁵⁾.

Lorsque le procès-verbal de délibération sera dûment approuvé par l'autorité supérieure, il tombera sous l'application de l'article 78 de la loi du 15 mai 1818 : « De meurent assujettis à l'enregistrement dans les délais de vingt jours les actes des autorités administratives portant transmission de propriété ». Car les deux conditions seront remplies : il y aura acte administratif — la délibération est considérée par le législateur de 1850 comme le titre même de la transmission manuelle.

⁽¹³⁾ DUBLINEAU : *Traité de l'Enregistrement*, p. 683.

⁽¹⁴⁾ S. 1905.1.103. — R. E. n° 3468.

⁽¹⁵⁾ Solution 16 avril 1896 : J. E. n° 25145.

APPENDICE

Reconnaissance judiciaire du don manuel

Mentionnons pour mémoire que la reconnaissance judiciaire d'un don manuel donne ouverture à la perception du droit de donation. Nous ne rentrerons pas dans les détails, le sujet ne présentant rien d'original du point de vue qui nous occupe : il suffit d'appliquer à la matière les règles fiscales qui régissent les dons manuels adressés à des particuliers, dont l'existence est constatée par un jugement. Précisons seulement quelques points.

Le droit perçu est un droit d'acte, la loi de 1850 ne conditionne pas sa perception à la nécessité pour la reconnaissance judiciaire de créer un lien de droit entre le donateur et le donataire ⁽¹⁾.

Qu'est-ce qui constitue une reconnaissance judiciaire au sens de la loi de 1850 ? Echappent à l'application de cette loi les actes qui ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement. C'est ainsi que les actes de procé-

(1) Note sous Trib. Seine, 19 juillet 1909 (S. 1911.2.127). — Même si le prétendu donateur dénie être l'auteur de la soi-disant libéralité. Seine, 10 décembre 1913 (S. 1916.2.55).

dure d'avoué à avoué, l'exploit et la signification de ces actes, se trouvant dispensés du timbre et de l'enregistrement, la reconnaissance d'un don manuel qui s'y trouverait incluse ne serait pas taxée du droit de donation ⁽²⁾. Le droit est dû sur la décision judiciaire, car c'est elle seule qui a donné naissance à sa perception. Ainsi le jugement faisant droit à la demande en restitution d'une ancienne religieuse des dons effectués par elle à la congrégation aujourd'hui dissoute donnera ouverture au droit de donation ⁽³⁾.

Cela explique que la régie ne puisse se servir de preuves extérieures au jugement (par exemple de l'existence d'un don manuel révélé dans les qualités d'un jugement, car ces qualités, œuvre de l'avoué, ne sont rédigées que postérieurement au jugement) ⁽⁴⁾.

Il faut donc que la reconnaissance judiciaire « soit exempte de toute équivoque et qu'il y ait constatation certaine de la transmission de propriété mobilière à titre de libéralité » ⁽⁵⁾.

Ajoutons que l'obligation de payer le droit de donation est subordonnée à la condition résolutoire qu'avant la perception du droit, le contrat la motivant n'ait cessé d'exister par suite d'une annulation en justice ⁽⁶⁾.

(2) Cassation, 18 novembre 1912, note (S. 1915.1.173).

(3) Requête, 19 novembre 1912 (D. P. 1920.1.175).

(4) Trib. Seine, 19 juillet 1909 (S. 1911.2.127).

(5) WAHL : *Traité de droit fiscal*, tome II, n° 525.

(6) Trib. Seine, 19 juillet 1909 (précité).

CHAPITRE III

Exemptions fiscales

Nous n'examinerons ici que les exemptions propres aux dons manuels, renonçant à une nomenclature des textes qui, visant les donations en général, portent dispense du paiement des droits, ou réduction du tarif.

1° *Les aumônes*. Par exception, elles sont affranchies du droit de donation. Est-ce à titre de faveur, ou à cause de la nature même de l'aumône? Les bénéficiaires d'une aumône, a-t-on dit, en profitent comme d'une chose qui n'appartient à personne; comment, dès lors, exiger le paiement d'un droit de mutation qui ne correspondrait pas à une transmission volontaire de propriété? Ce serait logique, en effet, à supposer que l'aumône fasse partie des *res nullius*. Or, comme on l'a déjà vu, le donateur se dessaisit de la chose par esprit de libéralité; il ne l'abandonne pas, il sait à qui il la destine.

Est-ce pour son caractère même que l'aumône est exemptée de l'impôt? On ne peut l'admettre, car « il n'existe, au point de vue juridique, aucune différence entre le don et l'aumône, celui qui fait une aumône agit par esprit de charité, dans la pensée de donner: c'est un donateur. Il se dessaisit de sa chose avec la volonté ferme et arrêtée d'en investir des personnes certaines: ce sont les donataires » (solution du 14 mai 1897). Il n'y

a qu'une différence de motifs: la donation est inspirée par la générosité, l'aumône par la charité; l'intention ne peut modifier le contrat.

Il faut plutôt rechercher dans des considérations d'équité les raisons qui ont poussé l'Administration à ne pas taxer les aumônes. Comment admettre qu'on prélève des droits sur des donations, souvent très minimes, destinées à soulager une misère humaine? Il s'y adjoint une autre raison indiscutable: la dérogation en faveur des aumônes est plus apparente que réelle. Ces dons manuels sont soustraits à la nécessité de l'autorisation: par cela même, les états ou relevés de quêtes, d'offrandes, qui les relatent, ne constituent pas des actes au sens de l'article 6 de la loi de 1850 ⁽¹⁾. Ce sont des mentions purement énonciatrices, que l'on ne peut assimiler à des reconnaissances de dons manuels. C'est pourquoi, lorsque l'établissement gratifié sollicite l'autorisation d'accepter un don où l'*animus donandi* apparaît nettement, et qui est classé dans les recettes extraordinaires de l'établissement, l'Administration peut écarter la qualification d'aumône et imposer la délibération qui sera intervenue pour accepter la somme donnée ⁽²⁾. « On regarde moins l'importance de la somme donnée que le caractère que les corps administratifs ont attribué à la libéralité. Celle-ci a notamment le caractère de don manuel si l'autorisation de l'autorité supérieure est sollicitée préalablement à son acceptation et si elle est classée, non dans les recettes ordinaires à distribuer (comme le produit des quêtes

(1) Décision du Ministre de l'Intérieur du 8 octobre 1891, Avignon, 15 février 1910, R. E. n° 5006.

(2) 14 mai 1897 : R. E. n° 1746.

pour le bureau de bienfaisance), mais parmi les recettes extraordinaires; tel est le cas où la somme donnée serait placée en rentes sur l'Etat » (3). Mais il n'existe aucun critérium pour distinguer le don manuel de l'aumône. Les auteurs et la jurisprudence n'ont pas été plus heureux à ce point de vue sur le terrain fiscal que sur le terrain administratif: tout dépend des circonstances de fait. Ils semblent cependant prendre ici spécialement en considération la valeur du don et la condition de fortune du bienfaiteur (4). Ils négligent, à tort semble-t-il, d'analyser les motifs de charité ou de libéralité qui ont inspiré le donateur. « Pour apprécier s'il y a aumône ou don manuel, il convient de se rapporter principalement à la situation pécuniaire de celui qui donne » (5).

2° *Les souscriptions*. Dispensées, elles aussi, de l'autorisation administrative, elles sont dispensées de même du paiement de l'impôt. La jurisprudence a déclaré que « les souscriptions organisées dans un but d'utilité publique ne représentent pas le caractère de libéralités, il en résulte que la délibération de la commission administrative d'un hospice qui accepte les souscriptions recueillies à l'effet d'édifier une chapelle, ne saurait être considérée comme impliquant une reconnaissance de don manuel passible du droit proportionnel de donation et demeure exempte de la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 80 de la loi du 15 mai 1818 » (6).

(3) 2 décembre 1896 : R. E. n° 1345.

(4) Sol. 13 août 1892 : R. P. n° 8024, qui reconnaît le nom d'aumône à des sommes même importantes, offertes comme cotisations annuelles.

(5) Avignon, 15 février 1910 (précité).

(6) Solution de l'Administration de l'Enregistrement du 14 avril 1899 (D. P. 99.5.305).

CONCLUSION

CONCLUSION

Le XIX^e siècle est marqué par la lutte entreprise par le législateur contre les associations. La méfiance à l'égard des gens de mainmorte, héritage de notre Ancien Droit, ne fit que croître depuis la Révolution française. Cette hantise de voir s'accumuler des biens dans le patrimoine d'un groupement qui acquerrait avec la richesse l'influence surtout politique, aboutit à la condamnation du droit d'association considéré comme un délit. Cependant, sous la poussée de l'opinion publique, devant le nombre des groupements occultes, le législateur fut obligé d'accorder la liberté d'association.

La méfiance du Gouvernement n'a pas disparu de ce fait. Il a continué à se défier des associations à but idéal. La loi permettait de s'associer, mais elle restreignait la personnalité morale à une concession de l'Etat et réduisait presque à néant la capacité d'acquérir à titre gratuit des associations. Tandis que le législateur soumettait à l'autorisation administrative les donations aux associations d'utilité publique, il interdisait aux associations déclarées ou simplement constituées de recevoir la moindre libéralité. C'est abusif, semble-t-il.

Pourquoi refuser aux associations d'utilité publique la liberté dont jouissent à l'égard des dons et legs les établissements publics ? Passe encore que le Gouverne-

ment, en vertu de son droit de tutelle, exerce un contrôle sur les donations authentiques (à raison de leur caractère immobilier ou des charges et conditions qui peuvent y être adjointes). Mais on comprend moins bien cette surveillance administrative à l'égard des dons manuels. Quels sont les dangers à redouter ?

La crainte d'une accumulation de biens de main-morte est illusoire. Le motif d'ordre économique invoqué semble peu fondé. Il importe pour l'économie nationale, dit-on, que les capitaux circulent; en supposant vraie cette assertion, il reste à se demander si les capitaux des particuliers, placés comme ceux des associations en rentes sur l'Etat, obligations et actions, circulent davantage et sont plus productifs.

Les raisons politiques ont plus de portée. On craint l'influence que peut acquérir une association trop riche. L'association, du fait qu'elle a été reconnue d'utilité publique, a reçu une confirmation officielle de l'honnêteté de son but et de l'aide qu'elle apporte à l'Etat dans son rôle de suppléant de l'initiative individuelle. Si l'association est forte, c'est bien parce qu'elle a gagné des sympathies. Le Président de la République garde d'ailleurs toujours le droit de dissoudre par décret une association d'utilité publique dont les agissements constitueraient une menace à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Quant à l'intérêt des familles, il est suffisamment sauvegardé par le droit commun (vices du consentement). D'ailleurs, les donations à une association d'utilité publique ne peuvent provenir que de donateurs sérieux, qui ne dilapideraient pas leur fortune dans un but

idéal, en déshéritant à côté des membres méritants de leur famille. Combien d'autres gaspillent à des buts moins louables des sommes plus considérables ! Il faut ajouter que les dons manuels atteignent rarement une grande valeur.

Les associations d'utilité publique constituent des personnes de droit privé, soumises par là à la tutelle administrative. Mais le Gouvernement ne pourrait-il atténuer un peu à leur égard la rigueur de son contrôle, et leur laisser acquérir librement les dons manuels ?

La reconnaissance légale de cette liberté ne ferait que ratifier un état de fait, car dans la pratique les associations d'utilité publique reçoivent bien des dons manuels, qu'elles ne soumettront jamais au contrôle administratif.

Il serait souhaitable aussi que cesse vis-à-vis des associations déclarées et même des associations simplement constituées, le régime de suspicion qui pèse sur elles. La loi reconnaît aux associations le droit de se constituer ; moyennant une déclaration, elle leur octroie même une certaine personnalité ; mais elle leur interdit, non seulement de se développer, mais de vivre. Comment un groupement peut-il avoir une vie active, quand il a des dépenses, mais aucune ressource correspondante ? Pour acquérir un patrimoine, l'association doit se faire reconnaître d'utilité publique : cette reconnaissance, soumise à un examen sévère, n'est pas toujours accordée ; de plus, la condition préalable est qu'elle soit déjà en possession d'un certain capital, alors qu'elle se fait reconnaître pour en acquérir un.

Il serait nécessaire de permettre à ces associations de recevoir des dons manuels, sous condition bien entendu d'en faire autoriser l'acceptation par l'autorité administrative.

Sans cela, on arrive à des résultats aussi illogiques qu'iniques. « Cette prohibition draconienne, dit VAREILLES-SOMMIÈRES ⁽¹⁾, s'applique même aux plus minimes et aux plus courtes associations, à celles qui ne sont ni des personnes morales, ni des personnes de mainmorte ». L'appliquer aboutit aux conclusions suivantes : on ne peut donner valablement 500 francs, ni même des livres, à une association formée par cinq aspirants au doctorat qui s'unissent pour travailler, tant qu'elle n'est pas reconnue d'utilité publique ! De même, dit VAREILLES-SOMMIÈRES ⁽²⁾, une association de six astronomes ne pourra demander à ses membres plus que leurs cotisations pour acheter la construction et le matériel nécessaires à leurs études ; pour entreprendre ces dépenses, elle devra attendre que les cotisations atteignent 50.000 francs ! Voilà où aboutit la rigueur du législateur. Elle conduit aussi à ce fait que, pratiquement, ces associations reçoivent des dons manuels sans que l'Administration en soit avertie, leur comptabilité est à l'abri d'une vérification. « Il n'est pas d'association, dit SALEILLES ⁽³⁾, qui ne reçoive des dons manuels, mais ils passent inaperçus. Et du moment que les donateurs ou leurs représentants ne réclament pas, le ministère public se garde bien de s'enquérir de la provenance des ressources

⁽¹⁾ VAREILLES-SOMMIÈRES : *Des personnes morales*, p. 467.

⁽²⁾ *Idem*, p. 463.

⁽³⁾ Voir MICHOD, *op. cit.*, tome II, p. 141, note.

des associations afin d'user des droits que lui confère l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Tout cela est équivoque et indigne de la loi ». Souvent même les associations importantes constituent entre leurs membres des sociétés civiles, ce qui est contraire à la loi, mais comment l'empêcher ?

Aussi espérons-nous que, « dans un avenir qui n'est pas éloigné, le législateur se décidera enfin à supprimer des distinctions qui n'ont pas de raison d'être et à reconnaître la pleine capacité à toute association poursuivant un but licite et régulièrement publiée et déclarée. Tant qu'il ne l'aura pas fait, la France n'aura pas vraiment la liberté d'association » (4).

Pourquoi refuser à une association, même non déclarée, le droit de recevoir des dons manuels, à condition, répétons-le, de les faire autoriser ; alors que les sociétés civiles et commerciales jouissent d'une pleine capacité à cet égard ? Sont-elles moins à craindre ? Elles bénéficient de la puissance de l'or ; et il n'est pas sans exemple qu'elles jouissent d'une influence politique.

Avant d'appliquer à ces associations le régime actuel auquel sont soumis les dons manuels, il faudrait en modifier préalablement deux points.

La question des dons manuels anonymes manque de dispositions expresses, elles seraient d'autant plus nécessaires que ces dons sont nombreux dans la pratique.

Au cas où le donateur n'a voulu garder l'anonymat qu'à l'égard du public, une autorisation régulière peut cependant intervenir, comme nous l'avons vu. S'il reste

(4) DUGUIT, *op. cit.*, § 54, p. 625.

inconnu de tous, qu'il a, par exemple, glissé dans une enveloppe des titres avec indication d'emploi, ou de conditions à respecter, le pouvoir central ne pourra accorder une autorisation régulière, mais simplement une approbation d'emploi. A notre avis, il ne pourra annuler ce don manuel parce que fait avec charge; car les biens ainsi donnés reviendraient à l'Etat, ce qui est contraire à la volonté du donateur et serait illogique, car ces biens ne sont pas vacants. Mais, en contre-partie, il faudra reconnaître à l'autorité administrative le droit absolu de réduire après enquête les charges, et même de les supprimer complètement, si elle les trouve trop onéreuses pour l'établissement ou contraires au principe de la spécialité.

Si le don anonyme, enfin, est effectué sans indication d'emploi, sans charge ni condition, il devra être consigné dans les registres de comptabilité de l'établissement avec l'emploi qui en a été fait. A quoi bon le soumettre à l'autorisation administrative qui ne pourra jamais être refusée; cela toujours pour la même raison: que deviendrait l'argent donné en cas de refus d'autorisation?

Sur un autre point, les textes et la jurisprudence ne sont pas d'accord: nous voulons parler des dons modiques dispensés d'autorisation. Aucun texte n'a prévu cette dérogation. Un texte l'aurait-il fait, que la question serait restée la même, car il n'aurait pu poser de critérium. La notion de modicité est relative, elle dépend de la fortune du donateur. La loi ne pouvait fixer un chiffre au delà duquel il n'y aurait plus don modique. Laisser à la jurisprudence le soin d'apprécier chaque question de fait, c'est tomber dans l'arbitraire. Un seul

exemple le prouve : la Cour de Paris, dans un arrêt du 16 décembre 1864 ⁽⁵⁾, confirmant un jugement du Tribunal de la Seine, dispense d'autorisation une somme de 24.000 francs recueillie par une fabrique, en lui reconnaissant la dénomination d'aumône ! Il faudrait, semble-t-il, obliger l'établissement à faire autoriser en fin d'année tous les dons modiques et aumônes reçus pendant ce laps de temps. Le contrôle administratif pourrait ainsi s'exercer ; car il faut reconnaître que l'appauvrissement du donateur l'intéresse peu, et c'est surtout l'enrichissement de l'établissement donataire qu'il doit surveiller ; le but est atteint par cette autorisation annuelle. L'établissement, de son côté, n'aura pas à rechercher la véritable dénomination de chaque donation afin de savoir si elle est ou non dispensée d'autorisation. L'arbitraire des tribunaux disparaîtra lui aussi.

Les principales difficultés suscitées par les dons manuels aux personnes morales se trouveraient ainsi résolues. Le donateur conserverait aussi intacte que le permet la sauvegarde des intérêts de l'Etat cette prérogative naturelle, conséquence de son droit de propriété : le droit de donner. Cette législation très libérale aurait l'avantage de laisser à la générosité et à la charité humaines la possibilité de se manifester pleinement. Elle permettrait aux particuliers qui ne peuvent payer de leur personne de contribuer au moins pécuniairement au service des intérêts les plus nobles de l'humanité.

(5) D. 1866.2.191.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU : *Droit civil français*, 5^e édition.
- AUCOC : *Les établissements publics et la loi du 4 février 1901*.
- AUDOIN : *Des dispositions en faveur des personnes incertaines*, thèse, Paris, 1890.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN : *Donations et testaments*, 3^e édition, 1905.
- BÉQUET : *Répertoire de droit administratif*, 1882.
- BERTHÉLEMY : *Droit administratif*, 13^e édition.
- BEUDANT : *Cours de droit civil français*, 2^e édition, 1934, collaboration de M. VOIRIN.
- BRESSOLES (P.) : *Théorie et pratique des dons manuels*, Paris, 1885.
- CAPITANT : *Introduction à l'étude du droit civil*, 1923.
- CARDON : *Les dons manuels*, thèse, Paris, 1902.
- CARPENTIER : *Répertoire de droit français*, 1879.
- CHAPERON : *Dons et legs faits aux établissements ecclésiastiques*, thèse, Bordeaux, 1905.
- CHASSAGNADE-BELMIN : *Commentaire de la loi du 14 janvier 1933. Recueil général des lois, décrets et arrêtés*.
- COLIN (M.) : *Etude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels*, 1885.
- COLIN et CAPITANT : *Droit civil*, 1922.
- DEMOGUE : *Revue trimestrielle*, 1931.
- DEMOLOMBE : *Donations et testaments*, 1873. — *Théorie des contrats*.
- DILG : *Existence et personnalité juridique des congrégations religieuses en Alsace-Lorraine*, thèse, Nancy, 1930.

- DUBLINEAU : *Traité de l'Enregistrement*, Paris, 1924.
- DUCROCQ : *Cours de droit administratif*, 7^e édition.
- DUGUIT : *Droit constitutionnel*, 1925, 2^e édition.
- FUZIER-HERMAN : *Répertoire de droit français*, supplément, 1924.
- GAILLARD : *Des dons manuels aux personnes morales*, thèse, Paris, 1896.
- GAUTIER : *Revue critique*, 1877.
- HAURIOU : *Précis de droit administratif et de droit public*, 12^e édition, 1932.
- HÉMARD : *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910.
- LABBÉ : *Note au S. 1881.2.249 et au S. 1884.1.305. — Revue critique*, 1882.
- LAURENT : *Principes de droit civil*, 1878.
- LYON-CAEN et RENAULT : *Droit commercial*, 1926.
- MARGAT : *De la capacité des Associations déclarées. Revue trimestrielle*, 1907.
- MARGUERIE : *Etude sur les libéralités faites aux établissements non reconnus. Revue critique*, 1878.
- MASPÉTIOL et LAROQUE : *La tutelle administrative*. Paris, 1930.
- MICHOUD : *Théorie de la personnalité morale*, 3^e édition, 1932 (mis au courant par M. TROTABAS).
- NIBOYET : *Répertoire pratique de droit et de jurisprudence d'Alsace-Lorraine*, 1925.
- PLANIOL : *Droit civil*, 10^e édition. — *Note D. P. 1895.1.217.*
- PLANIOL et RIPERT : *Traité pratique de droit civil français*, 1933.
- PONT : *Revue critique de législation*, 1847.
- POTHIER : *Œuvres de Pothier*.
- REYNAUD : *Notes de jurisprudence*, 1899.
- RICARD : *Traité des donations entre vifs*. Paris, 1783.
- SALEILLES : *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906.
- SELIGMAN : *L'administration municipale et les comités particuliers de bienfaisance. Revue critique*, 1880.
- THALLER : *Note au D. P. 1896.1.145.*

THÉRON : *Des personnes capables de recevoir des dons et legs au profit des pauvres*, thèse, Grenoble, 1904.

THIBAUT : *Les associations et leur capacité de recevoir à titre gratuit*, thèse, Paris, 1904.

TISSIER : *Traité théorique et pratique des dons et legs aux établissements publics*, 1890.

TROPLONG : *Donations et testaments*, 1855.

TROTABAS : *Précis de science et de législation financières*, 1933.

TROUILLOT et CHAPSAL : *Du contrat d'association*.

VAREILLES-SOMMIÈRES : *Les personnes morales*, 1919.

VUILLEFROY : *Traité de l'administration du culte catholique*, Paris, 1842.

WAHL : *Traité de droit fiscal*, 1902.

ZACHARIAE : *Cours de droit civil français* (traduit par AUBRY et RAU), Paris, 1857.

REVUES ET PERIODIQUES

Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur.

Dictionnaire des droits d'Enregistrement.

Gazette des Tribunaux.

Journal des Conseils de fabrique.

Journal de l'Enregistrement.

Journal Officiel.

Journal des Sociétés civiles et commerciales.

Mémorial des Percepteurs et des Receveurs des communes et des hospices.

Répertoire Dalloz.

Répertoire périodique de l'Enregistrement.

Recueil de jurisprudence Dalloz.

Recueil de jurisprudence Sirey.

Revue critique de législation.

Revue de l'Enregistrement.

Revue trimestrielle de droit civil.

Table des Matières

Table des Matières

INTRODUCTION	7
------------------------	---

PREMIERE PARTIE RÉGIME NORMAL

CHAPITRE I^{er} :

A qui s'applique-t-il ?	19
-----------------------------------	----

CHAPITRE II :

Nécessité d'une autorisation administrative	27
---	----

CHAPITRE III :

Epoque à laquelle doit intervenir l'autorisation	35
--	----

CHAPITRE IV :

L'autorisation administrative	41
---	----

<i>Section I.</i> — Par qui et à qui l'autorisation est-elle con- férée ?	41
--	----

<i>Section II.</i> — Forme de l'autorisation	43
--	----

CHAPITRE V :

Sanction du défaut d'autorisation	47
---	----

APPENDICE : Dons manuels irréguliers	53
--	----

<i>Paragraphe I.</i> — Le don manuel fait par intermédiaire	53
---	----

<i>Paragraphe II.</i> — Les legs verbaux	61
--	----

DEUXIEME PARTIE
RÉGIME D'EXCEPTION

CHAPITRE I^{er} :

Interdiction de don manuel	66
<i>Section I. — Ratione personae</i>	66
<i>Section II. — Ratione materiae</i>	78
<i>Paragraphe I. — Don manuel par personne interposée</i>	79
<i>Paragraphe II. — Don manuel anonyme</i>	85
<i>Paragraphe III. — Don manuel avec charge, condition, réserve d'usufruit</i>	90

CHAPITRE II :

Dispense de l'autorisation administrative	97
<i>Section I. — Ratione personae</i>	97
<i>Section II. — Ratione materiae</i>	102
APPENDICE : Régime spécial à l'Alsace et à la Lorraine	113

TROISIEME PARTIE
RÉGIME FISCAL

CHAPITRE I^{er} :

Nature et fondement du droit d'enregistrement sur les dons manuels	125
--	-----

CHAPITRE II :

Nature de la déclaration qui constitue un acte au sens de la loi de 1850	129
<i>Section I. — La déclaration portant acceptation d'un don manuel est-elle assujettie à l'impôt ?</i>	129
<i>Section II. — Conditions exigées pour que la délibération constitue un acte au sens de la loi de 1850</i>	134
APPENDICE : Reconnaissance judiciaire du don manuel	137

CHAPITRE III :

Exemptions fiscales	139
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	153

VU, le 9 juin 1935.

Le Président de la Thèse :

SIMONNET.

VU, le 10 juin 1935.

Le Doyen de la Faculté de Droit :

SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Nancy, le 11 juin 1935.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université :

BRUNTZ.

IMPRIMERIE
LOUIS HELLENBRAND — METZ
4, Rue des Trinitaires
1935
